

# Mes derniers cahiers

deuxième série

n° 3

François Brigneau



## *Premier service*

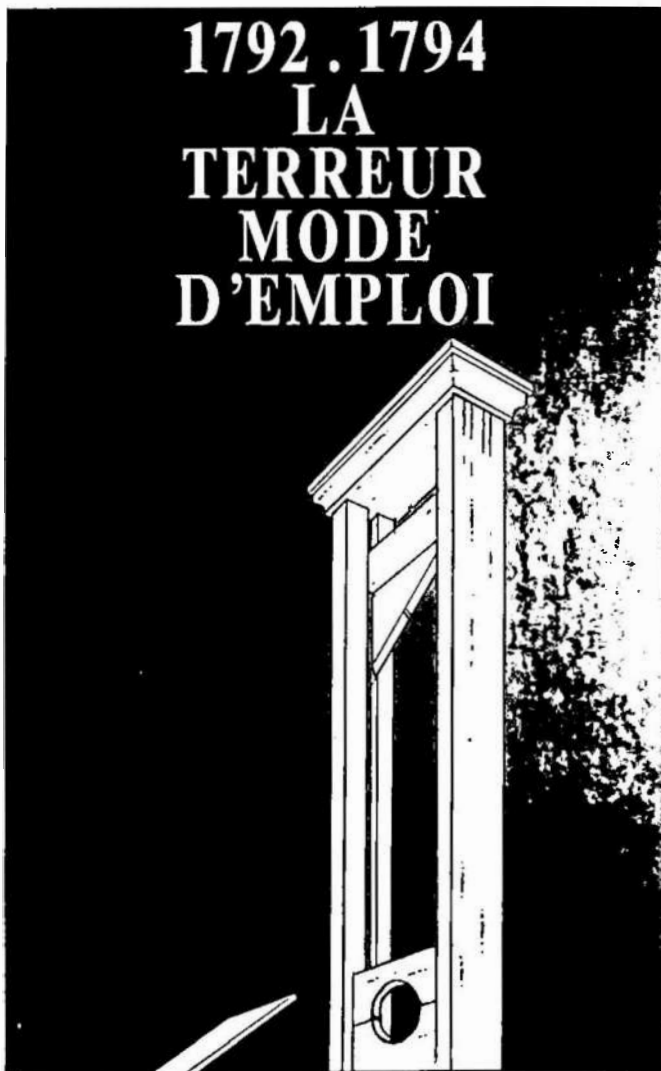
(copieux)

d'**ALEXANDRE Philippe**  
à **HANIN Roger**

PUBLICATIONS FB

**FRANÇOIS BRIGNEAU**

**1792 . 1794  
LA  
TERREUR  
MODE  
D'EMPLOI**



# Mes derniers cahiers

deuxième série

n° 3

François Brigneau



## Premier service

(copieux)

d'ALEXANDRE Philippe  
à HANIN Roger

PUBLICATIONS FB



# Devine qui vient télé-dîner ce soir ?

• A la mémoire de Claude Joubert,  
qui put être à la fois de l'ORTF et de  
l'OAS. Comme le temps passe...

## Un sketch-fable en forme d'avant-propos

**H**ubert Dubois-Desflutes peut être considéré aujourd'hui comme un petit vernis : il n'est pas chômeur. Cette performance est d'autant plus remarquable que Dubois-Desflutes n'est pas fonctionnaire. Il est cadre, profession en danger, qui eût mérité jadis la prime de risque.

A 48 ans, Hubert Dubois-Desflutes ne se trouve même pas sur les listes de la DTDP (Direction Technique de Dégraissage Prévisionnel). Aussi, à l'issue d'une exaltante journée de labeur, principalement occupée en conversations stratégiques et triangulaires avec José Fernandez et Achille Vandepout, sur la meilleure manière de pousser à la retraite anticipée (avec vin d'honneur et cadeau d'entreprise) Léon Grosbloy, le sous-chef de bureau qui s'adonne à la boisson, ainsi que sur la façon la plus efficace d'empêcher le petit

Salle, dit Crapottard, trop porté sur les nanas, de quitter l'Entretien pour passer au Contentieux, Hubert rentre-t-il chez lui, frétilant comme un gardon d'avant la pollution, à la pensée de la bonne soirée-télé dont il va se régaler.

Après quelques remarques où le sarcasme ne dissimule pas l'amertume sur le mauvais fonctionnement du service, dirigé par des incapables qui l'abandonnent aux intrigues et aux appétits des malfaisants (« Mais ça ne durera pas autant que les contributions. ») Hubert se glisse en ondulant dans un survêtement Adidas et chausse des baskets. L'habit faisant désormais le moine, il s'évite le désagrément d'aller courir, le dimanche matin, au Bois.

Hubert s'installe dans son fauteuil. Il se verse deux doigts de whisky, puis demande à Mme Dubois-Desflutes :

— Pauline chérie, la grosse louloute à son ratapoil, qu'est-ce qu'elle va lui offrir de bien ce soir ?

L'oreille faite au français audiovisuel (Ouais, bon-ben-moi-je, etc), Dubois-Desflutes a depuis longtemps abandonné la vieille forme interrogative : *Que nous offres-tu ?* — qui fait ringard — pour le *Qu'est-ce que tu ?* style patagon-Sinclair, jugé plus moderne, dynamique et raccrocheur.

Comme il ne peut s'agir du menu du dîner, les Dubois-Desflutes étant au régime des bouillies compensées réchauffées au micro-ondes, la grosse louloute à son ratapoil répond :

— Au journal de 20 h, sur la 2, Paul Amar reçoit Kouchner. Le ministre de la Déambulation permanente et de l'Humaniterre des Hommes vient réclamer une quête nationale de sauce tomate.

— Pourquoi ?

— Pour le riz des Somaliens.

— Et après ?

— Accrochez vos ceintures. Sur la Une : *Holocauste*. Sur la Deux : *la Rafle du Vel'd'Hiv'*, suivi d'un débat entre Jean Daniel et Edwy Plenel, *La francisque n° 2202, oui ou non ?* Sur la trois : *Vichy sous Pétain*, avec Bedos en Pétain et Boujenah en Laval.

— Ensuite ?

— T'énerve pas, Hubert. Sur M6 : *Comment nous avons vaincu les carmélites d'Auschwitz*. Un grand documentaire.

Avec le grand rabbin Sitruk, le grand cardinal Decourtray, le grand ministre Roland Dumas, le grand maître du Grand Orient, j'ai oublié son nom, et la grande Régine en Mère Supérieure des carmélites, qui chantera :

*Avec son tralala*

*Son petit tralala...*

comme Suzy Delair dans *Quai des Orfèvres*. Ça, ce devrait être bien, mon biquet.

— Peut-être. C'est dans la tradition. Depuis Hollywood, les personnages non-juifs sont toujours joués par des juifs, et les personnages juifs par des non-juifs. A condition qu'on en trouve. Bientôt ce sera difficile. Et sur Canal ?

— Sur Canal, il y a d'abord de la boxe. Le championnat de France des moyens. Omar ben Chemoul contre Mahmadou Khantafé. Suivi du film médaille d'or au festival hard de Las Vegas : *Et toi sur la chatte brûlante* ?

— Demain, j'ai comité de conciliation intérimaire intergroupes à 9 heures. Il ne faut pas déconner, dit Dubois-Desflutes.

Sa voix est devenu plus faible. Si optimiste et positif que l'exige la philosophie du marketing, Hubert Dubois-Desflutes commence à douter de sa soirée-télé. Il se reverse deux doigts de whisky.

— Hubert, dit Pauline, d'un ton de sentence, si tu oublies ton foie, ton foie ne t'oubliera pas.

— Oui, oui, admet Hubert d'une voix soumise. Ce qui ne l'empêche pas de siffler son gorgeon.

— Et sur Arte ?

Maintenant Hubert est à peine audible.

— En avant, Arte, dit Pauline. Ça, c'est le bouquet. Une très grande soirée thématique, organisée par *Liberté et Tolérance* : **Le Pen hors-la-loi**. Avec une pâtée d'intellectuels, je ne te dis pas ! Marek Halter, Bernard Tapie, Roger Hanin, Harlem Désir, Elie Wiesel, Ivan Levaï, Jean-Pierre Papin...

— Bernard-Henri Lévy ?

— Non. Il était annoncé. Il a refusé.

— Ça, c'est exceptionnel.

— Je te crois, Dubois ! Mais il a été ulcéré. Arte avait dit que sa dernière pièce, assaisonnée par la critique, faisait un

four. Lui, faire un four ?... C'était de la provoc. Justement, on aurait dit du Le Pen. Il a claqué la porte...

— On le regrettera. Avec lui, il y a toujours du mouvement.

— Alors, Hubert, qu'est-ce qu'on regarde ? Régine en carmélite ?

— Mets-moi *Robin des Bois*. Je l'ai enregistré l'autre soir.

\*

Cette scène de la vie parisienne, à la fin du XX<sup>e</sup> siècle, ne relève pas des bouffonneries de dérision, si en faveur dans nos programmes. Nous avons tous connu des soirées-télé semblables à celle des Dubois-Desflutes.

En regardant pénétrer dans le salon, par la porte-fenêtre grande ouverte de l'écran, des zigotos que je n'avais nulle envie de voir chez moi, j'ai souvent pensé à « *Devine qui vient dîner ce soir ?* ». Soyons franc, au risque d'être déplaisant. Si ma fille était venue dîner pour me présenter son « fiancé » nègre, je n'aurais pas eu ma tête des meilleurs jours. Eh bien, ici, c'est la même chose, toute proportion gardée. Quand j'entends Mlle Lucet, aux yeux de porcelaine, Mlle Ockrent, chaleureuse comme un igloo, M. July, M. Alexandre, M. Amar, M. Duhamel, etc, exprimer sur tout, et en toutes occasions, des opinions et des sentiments radicalement contraires aux miens, ce que je ressens ne ressemble pas à de la satisfaction. Je me demande ce qu'ils font chez moi. Mais ils sont chez moi. Il n'y a même qu'eux qui parlent.

En règle générale, pourtant, dans sa maison, lieu privé et protégé, dans la maison de la famille, celle de sa femme et de ses enfants, on ne laisse pas entrer des guignols douteux, des adversaires, des personnages dont on sait, par avance, qu'ils vous sont hostiles sous des sourires de circonstance et qu'ils ne rateront pas l'occasion de vous dénigrer, de vous nuire et de vous trander. Or c'est très exactement ce qui se passe quand on joue à devine qui vient télé-dîner avec les artistes du petit écran et leurs invités préférés.

Tous ne sont pas des ennemis déclarés ; ce que j'appelle des *gremlins*, ces petits monstres de cinéma, ces « petites



créatures répugnantes, au pelage noirâtre, aux dents aiguës, aux yeux brillants et cruels (1) » dont la haine fébrile, à tout ce qui chante et représente la France française, scintille comme le néon dans la nuit des villes et finit par fasciner. Il y a des gens de télévision qui sont des gens de qualité, relativement honnêtes, aimables, agréables. Pourtant ils sont rares, très rares, ceux qui nous traitent avec équité et se permettent de dire que nous ne sommes pas ces trublions obtus et furieux annoncés à l'extérieur. Le voudraient-ils qu'il leur serait difficile, pour ne pas dire impossible, de l'afficher sans inconvénient majeur. La suite de leur carrière en pâtirait. C'est le système qui l'oblige. Il impose le girouettisme et la servilité. Ce n'est pas moi qui le dit mais une des grandes vedettes du petit écran : la facétieux Bruno Masure. En 1982, il fait partie des envoyés spéciaux qui accompagnent François Mitterrand, le nouveau président de la République, en Israël. Lors de la visite traditionnelle à Saint-Jean d'Acres

Le Président vient à la rencontre de notre petit groupe, et, après deux ou trois considérations sur la beauté du site, enchaîne : « Vous êtes toujours les mêmes derrière moi. En quelque sorte l'élite de la presse. »... Silence, rengorgements, sourires... « Par sélection ou par intrigue ? » Le Président plaisante, bien sûr. En quarante ans de vie politique, il n'a jamais rencontré de journaliste « intrigant » !

Moi non plus !

Ai-je observé, lors de la campagne présidentielle de 1974, un confrère écrire simultanément, chaque soir, deux éditoriaux : l'un pro-Chaban dans un quotidien national, l'autre pro-Mitterrand dans un journal de province ?

Ai-je vu certains chroniqueurs « spécialisés » se placer, à chaque changement politique, immédiatement et sans trouble (apparent) de conscience (avec même une ardeur renouvelée), sous la protection de leur nouveau ministre de tutelle ?

Ai-je entendu d'autres confrères me dire, le 11 mai 1981, en quelle estime ils tenaient François Mitterrand (sa vie, son œuvre), et admiré alors dans nos couloirs (où le spectacle est permanent) le récital sur le thème « Plus socialiste que moi, tu meurs ! » ? C'est bien simple, il y avait tellement de socialistes à TF1, fin 1981, que je n'ai toujours pas compris pourquoi le pouvoir se plaçait tant de la rédaction.

Mes sens, c'est certain, m'ont abusé ; comme ont été sûrement abusés ceux qui croient avoir assisté, en 1981, à la course des persécutés de l'ancien régime dans le bureau de Fillioud ou de Jérôme Clément (ministre de la Communication et conseiller de Pierre Mauroy), puis en 1986 chez François Léotard ou Denis Beaudoin (ministre de la Culture et de la Communication et conseiller de Jacques Chirac) ; c'étaient d'ailleurs parfois les mêmes (*La télé rend fou... mais j'me soigne*. Plon. 1987).

Ce passage était intitulé *L'étoffe des zéros*. Celle de Measure devait être d'une autre qualité, puisqu'il n'avait pas eu peur de m'adresser son ouvrage avec cet envoi :

En espérant vous retrouver page 199.

Je m'y précipitai, intrigué, excité comme un pou, curieux de savoir ce qu'un homme comme M. Bruno Measure, fonctionnel, dans le vent, bon chic, bon genre, bien-pensant, bien-disant, diplômé distingué, de gauche, cela va de soi, mais d'une gauche souriante et aseptisée, pouvait bien dire d'un énergumène de mon acabit qui porte l'étoile blanche depuis un demi-siècle.

Hélas ! la déception fut immense. La page 199 était simplement la dernière. Mon nom n'y figurait pas. Pas plus qu'il ne figurait sur la première. M. Measure, qui n'est pas un zéro, n'avait pas cru pouvoir ou devoir écrire *A François Brigneau*, ou *Pour François Brigneau*. C'eût été compromettant. C'était donc un anonyme qu'il espérait retrouver à la page 199. Tout le monde n'est pas comme Montesquieu dont Joubert disait qu'il était « une belle tête sans prudence ».

Si les plus convenables sont du modèle Measure, comment peut-on fréquenter les zéros et les gremlins. Et pourtant c'est ce que je fais. Tous les jours, plusieurs fois par jour, je les accueille, je leur prête attention, dans ma maison. Mon chien fait semblant de dormir, à main gauche, mais rien qu'à sa moustache en berne je vois qu'il désapprouve. A main droite, j'ai un verre. Toute épreuve mérite un cordial. Je regarde.

J'écoute. Je note. Tantôt je soupire. Tantôt je rugis. Tantôt j'improvise le refrain de la vengeance écarlate :

*Ah ! la tante ! Ah ! le faux con !  
On va lui bourrer la paillasse.  
Ah ! la frotte ! Ah ! le bidon !  
On va lui couper les roustons.*

Ce qui est évidemment très mal dans une démocratie organisée comme à Stains ou à Montfermeil.

Tantôt j'imagine un dessin. La France est allongée, exsangue, sur un lit d'hôpital. On lui fait du goutte à goutte. Mais à la place des bocaux de sérum, c'est à une batterie de postes de télévision que les tuyaux dont elle est criblée, la relie.

Tantôt le dégoût m'écoeure. Je ferme le poste. Mais le lendemain je l'ouvre, et Jack Lang est toujours là, avantageux, sapé chez Smalto — il peut, il a les moyens — en train d'expliquer que grâce au préservatif, le Sida recule.

Cela s'appelle de la sujétion et c'est pour en mesurer l'ampleur que j'ai entrepris ce premier catalogue — forcément insuffisant — et cette première galerie de portraits — évidemment incomplète — de nos visiteurs du soir, qu'ils soient gremlins à part entière, demi-gremlins, ou pas gremlins.

Ainsi vous saurez qui vient télé-dîner chez vous ce soir et quelle oreille vous pouvez lui prêter.

1) *Télé 7 Jours*. N° du 12 au 18 décembre 1992.



## ALEXANDRE Philippe, Gilbert.

Né à Paris le 14 mars 1932. Père gérant de société. Bachelier. Cambridge Lower Certificate. Journaliste de la presse écrite (*Oise Libérée, Jours de France, Nouveau Candide, Figaro littéraire, VSD*). Chroniqueur-éditorialiste à Radio-Luxembourg, depuis 1969. Collaboration à TF1 et F2 (avec July). Chevalier du mérite agricole (?) et décoré de la Médaille du Maintien de l'ordre en Algérie — ce qui n'est pas fréquent dans les médias. Nombreux récits et romans.

En novembre 1988, le lendemain de la mort accidentelle (?) de Jean-Pierre Stirbois, Philippe Alexandre, qui venait de publier *Portraits de campagne*, géographie acide du monde politique au pouvoir et autour du pouvoir, était l'invité d'Anne Sinclair à *7 sur 7*. La tombe n'était pas encore ouverte au cimetière de Montparnasse — où elle devait être plusieurs fois profanée depuis, dans l'indifférence générale, à commencer par celle de M. Alexandre, redresseur de tort élastique. Mais la trêve du trépas n'est pas accordée aux parias. A l'instigation de Mme Sinclair, M. Alexandre dit tout le mal qu'il pensait du défunt. La peste brune et le reste furent évoqués. Rappelons que Jean-Pierre Stirbois avait quatre mois à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Je m'indignai. J'avais tort. Mme Sinclair et M. Alexandre me poursuivirent. Je fus lourdement condamné.

Cela ne m'empêche pas de reconnaître à Philippe Alexan-

dre une certaine indépendance d'esprit, rare dans l'audiovisuel. En 1964, il avait publié un livre de circonstance et de complaisance — pour ne pas dire de connivence — sur Gaston Defferre : *L'Adversaire du Général* (Raoul Solar, éditeur). Le député-maire de Marseille se racontait avec une évidente satisfaction. Il avouait que, pendant la Résistance, on avait été « *amené à faire des choses monstrueuses. J'ai failli étrangler un camarade de mes mains.* » Mais il s'était « *juré de garder [ces détails] secrets pendant cinquante ans* (p. 47) ». Ce qui n'appelait aucune remarque de l'auteur.

Lorsque Gaston Defferre retrouva le pouvoir en 1981 et fut nommé ministre de l'Intérieur, Philippe Alexandre ne le ménagea pas pour autant. Ses chroniques à Radio-Luxembourg déplurent si fort au gouvernement socialiste que Pierre Mauroy demanda au premier ministre luxembourgeois, dont dépendait RTL, d'expédier le persifleur à Washington, dans un « *exil doré* ».

Bérégovoy — alors secrétaire général de l'Elysée — lui dit « *très clairement* :

— *Vous êtes désobligeant.*

*A quoi j'ai répondu tout aussi clairement :*

— *Je ne serai jamais votre obligé* (*Le Monde*, 8 juillet 1982). ».

— C'est insupportable, disait André Rousselet, chargé des problèmes de communication auprès du président de la République.

Quant parut *Portrait de campagne*, on accusa Philippe Alexandre d'être méchant, « *très méchant* » et d'attaquer le Président sur son âge, ce qui n'était pas « *gentil* ». Dans *Paris-Match* (8 décembre 1988), il répondit :

— *Jamais je n'arriverai à être aussi méchant que Mitterrand l'a été avec de Gaulle en 1965. Souvenez-vous comment il le décrivait alors ! De Gaulle : un vieillard qui ne savait plus où il mettait les pieds, un dictateur qui devait finir comme Hitler.*

Et après avoir pris Saint-Simon, La Bruyère et Victor Hugo comme parrains — tant qu'à faire, il aurait eu tort de se priver — le magnifique Alexandre ajoutait :

*Plus nous reviendrons à la tradition d'une presse agressive et non complaisante, plus je serai heureux (Le Match de Paris, pp. 4 et 5).*

Sauf si cette « presse agressive et non complaisante » le prenait pour cible, bille en tête. Alors, il ne lui répondait pas, à l'encre verte, dans ses journaux ou à son micro, comme ç'eût été de bonne guerre et dans « *la tradition* ». Il la traînait devant les tribunaux. Personne n'est parfait.

Cela dit, ne nions pas à Philippe Alexandre son goût pour « *l'agressivité* » et la « *non complaisance* ». Même les sujets tabous ne l'arrêtent pas : il n'a pas hésité à dénoncer *Le préjugé pro-israélien*. Le 9 février 1988, il publiait, sous ce titre, une chronique qui lui valut de sévères remontrances de *Tribune juive*.

Permettez-moi de relever quelques passages de cet article. Ils le méritent. C'est — entre autres « détails » — ce qui me sépare d'Alexandre. Je préfère le citer dans mes *Cahiers* qu'en justice.

En toute logique, les ratonnades dans les territoires occupés, dont la télévision a donné quelques images furtives et insoutenables, devraient endommager sérieusement la réputation d'Israël en France. Mais, s'agissant d'Israël et de la France, la logique n'a pas cours. Il y a quelques années, les massacres de Sabra et de Chatila n'avaient pas réussi à provoquer dans notre pays de véritables mouvements d'indignation.

C'est qu'Israël bénéficie en France d'un préjugé favorable, d'un capital de sympathie que rien ne saurait entamer, et cela depuis quarante ans, pratiquement depuis la création de l'Etat hébreu. Quand Israël s'empare comme prises de guerre de la Cisjordanie ou même de la moitié de Jérusalem ; quand Israël enferme les Palestiniens dans ce qu'il faut bien appeler des ghettos ; quand Israël repousse sous des prétextes variés les offres de discussion et de négociation, il n'y a pas une voix, en France, pour condamner une attitude qui ne serait pardonnée dans aucun autre pays. [...] Depuis de Gaulle, personne n'oserait déclarer en public que le peuple israélien est « sûr de lui et dominateur ». Le parti communiste lui-même évite de s'en prendre à un impérialisme israélien qui ne fait pourtant aucun doute pour lui.[...]

De Gaulle prétendait qu'il existait en France un puissant lobby pro-Israélien exerçant, notamment, son influence dans les milieux d'information. Cette affirmation à l'époque fit scandale. Elle contient pourtant une part de vérité toujours d'actualité. Il y a dans certains médias des militants pro-Israéliens actifs qui profitent de leurs tribunes pour exalter leur cause — et pour combattre toute espèce de rapprochement franco-palestinien. [...]

Les hommes politiques en France affirment tous, la main sur le cœur, que le « vote juif n'existe pas ». On voudra bien le croire le jour où l'un de nos principaux candidats présidentiels dénoncera comme il se doit « les crimes » contre les droits de l'homme commis par des Israéliens, dans le cadre d'une « occupation » dont le seul mot devrait réveiller chez nous la réprobation (*Le Parisien*, rubrique *Opinions*, 29 février 1988).

L'antisionisme n'étant, selon la LICRA, qu'une forme de l'antisémitisme, je me demande comment ce texte n'a pas permis à Philippe Alexandre de connaître aussi le mauvais côté de la XVII<sup>e</sup>.

Et comme notre sujet est la télévision, je me demande comment Mme Anne Sinclair, après avoir lu que Philippe Alexandre, après de Gaulle, dénonçait le puissant lobby pro-Israélien exerçant son influence dans un milieu d'information et les militants pro-Israéliens actifs qui, dans certains médias, profitent de leurs tribunes pour exalter leur cause, avait pu l'inviter à *7 sur 7*, même pour cracher sur la tombe de Stirbois.

## **AMADOU Jean, *Marius*.**

Né à Lons-le-Saunier, le 1<sup>er</sup> octobre 1928. Père : inspecteur des PTT. Lui : chansonnier (*Dix Heures*, *Don Camillo*), humoriste ; scénariste et dialoguiste de films ; journaliste (sur le Tour de France et dans *l'Equipe*, il succéda à Antoine Blondin sans le remplacer) ; auteur de plusieurs livres ;



animateur d'émissions radio (*L'oreille en coin*). A la télévision : co-auteur du *Bébête show*.

Ce grand méchant-doux et faux nonchalant cache beaucoup d'arrivisme et de carriérisme sous un sourire permanent. Il a l'air à la fois perpétuellement amusé des idées drôles qui lui viennent et à la recherche constante du côté cocasse, piquant, surprenant et paradoxal des choses de la vie. En réalité il calcule ses effets, comme au billard.

Cet égratigneur professionnel est un prudent avisé. Robin des Bois en contreplaqué, ses flèches ne l'ont pas empêché d'être nommé chevalier de l'Ordre du Mérite. Pour un critiqueur, c'est révélateur.

Tout en donnant l'impression de se moquer — et parfois cruellement — tant du pouvoir que de l'opposition, il se garde bien de plaisanter sur les maîtres occultes du jeu, le lobby dont parlait de Gaulle, si puissant dans le monde du spectacle. Il les flatte en attaquant férocement — et parfois bassement — celui qu'ils dénoncent comme leur adversaire n° 1 : Jean-Marie Le Pen. C'est une sage attitude. Elle confère le passeport, le viatique et la cuirasse.

Le personnage de Jean Amadou rend sensible le double drame des chansonniers actuels. Jadis, dans les cabarets, ils attiraient un public assez réduit, mais informé, possédant une certaine culture historique et politique, agile d'esprit et marchant à l'allusion. On n'était pas obligé d'y aller au bulldozer et au marteau-piqueur.

Grâce à la radio et à la télévision, le public s'est élargi. S'il a gagné considérablement en nombre, il a perdu en finesse. Il ne rit plus. Il rigole. D'abord, et surtout, de la fesse. Tout est bon dans le cochon. Plus c'est gros et gras, plus ça marche. Comment résister ?

Je ne suis pas particulièrement bégueule, il s'en faut. Néanmoins au *Bébête show*, entre le président de la République et son Premier ministre, Mme Edith Cresson, ça passait les limites. Il n'y a pas de pays sans respect. Reste à savoir si les princes qui nous gouvernent sont respectables. Rivarol l'a dit : « Quand les peuples cessent d'estimer, ils cessent d'obéir. »

Grave problème, qui ne doit pas en dissimuler un autre. La satire dans un petit théâtre de 400 places est une chose. A la télé, à l'heure du *prime time* et de l'audimat en chaleur, devant huit ou dix millions de téléspectateurs, c'en est une autre. Jusqu'à quel point une nation peut-elle se permettre cette dérision de masse ? Je pose la question à M. Amadou.

— Nous sommes contre la censure, contre toutes les formes de censure, répondra-t-il sans doute.

Est-ce bien vrai ? Les facéties de nos comiques sont trop conformistes, même dans leurs outrances, pour ne pas dissimuler des auto-censures précises. Pourquoi se moque-t-on toujours des curés et jamais des rabbins ? Toujours des calotins et jamais des francs-macs ? Pourquoi appelle-t-on les sympathisants de Pencassine, les « fachos » ? Ils n'ont eu aucune collusion avec le fascisme, disparu en 1945, tandis que les communistes — et pas seulement les communistes, d'ailleurs — qui ont entretenu d'étroits rapports avec la dictature soviétique (40 millions de morts), jusqu'en 1990, ne sont l'objet d'aucune attaque similaire.

Pourquoi ?

Les chansonniers comme Jean Amadou, qui ne sont pas sots, le savent aussi bien que moi. Ils ont trop le sens du ridicule chez les autres pour l'ignorer chez eux. Ils aiment trop dévoiler la tartufferie alentour pour n'être pas choqués de la leur. S'ils s'étourdissent dans la vulgarité et l'obscénité portées au paroxysme, ne serait-ce pas pour oublier leur servilité aux vrais puissants ?

## **AMAR Paul.**

Né le 11 janvier 1950 à Constantine (Algérie) de Charles (agent de la SNCF) et Julie Ghenassia. Rapatrié (mot impropre) en 1961 dans la région lyonnaise, après avoir été légèrement blessé. Centre de formation des journalistes. France-Inter. Grâce à Elkabbach entre à Antenne 2-FR3 (il y pré-

sente le 19/20 h). Retour à Antenne 2 devenue France 2 (1992) où il assure l'alternance du journal (13 h-20 h) avec Bruno Masure.

Paul Amar, qui se présente comme un « Français de religion juive » (*L'Événement du Jeudi*, 19 septembre 1990) — sans en observer toutes les lois, puisqu'il a eu deux enfants de Monique Bousset sans être passé par la synagogue — est une des pièces maîtresses de l'intox, du militantisme juif et de la lutte anti-Le Pen à la télévision. Loin de le dissimuler, il s'en flatte : « *Je suis le seul présentateur à ne pas avoir invité une seule fois Le Pen sur mon plateau en deux ans et demi* (VSD, 25 juin 1992) » et « *Je suis fier d'avoir réussi à le [Le Pen] déstabiliser le soir du premier tour. En l'interrogeant sur l'hypothèse où il serait élu président de la République [...] je lui ai demandé ce qu'il ferait des immigrés d'origine asiatique. Il ne savait pas quoi répondre. Il était désarçonné* (*Globe*, juillet-août 1988). » Ce qui ne l'empêche pas de déclarer (sans rire) : « *Le journal télévisé doit être [...] le plus rigoureux possible [...] Le présentateur est un journaliste comme un autre qui a pour mission d'informer le plus professionnellement possible* (*Le Figaro*, 27 décembre 1990). »

Comme on le voit, quoique sorti du Centre de formation des journalistes, Paul Amar a une curieuse conception de la rigueur journalistique, de l'information et du professionnalisme.

Cela ne saurait surprendre. L'activité engagée de Paul Amar est très importante. Il conduit en Israël [avec Daniel Mesguich (1)] les voyages organisés par *Passages*. Il anime les colloques des « *Loges B'nai B'rith* » contre les « *faussaires Rassinier, Christophersen, Butz, Faurisson, Roques* (*LICRA-Info. Droit de vivre*. Décembre 1989). » Le mercredi 1<sup>er</sup> juillet, à l'appel de la LICRA, de l'Arche de la Fraternité et de Reporters sans Frontières, se tenaient deux importants débats pour célébrer le vingtième anniversaire de la loi antiraciste. Paul Amar menait le premier : *Liberté et responsabilités des médias*. (Et Paul Lefèvre — ex-5, aujourd'hui à F3 — le second).

Lors de l'entretien traditionnel du 14 juillet dernier avec le président de la République, on fut frappé du ton de Paul Amar s'adressant à François Mitterrand. D'une voix qui vibrait de ressentiment, il lui demanda pourquoi il n'avait pas condamné Vichy et ses hommes (à propos de René Bousquet). M. Mitterrand aurait pu répondre que c'était fait. L'Épuration avait déjà donné. Le maréchal Pétain avait été condamné à mort. La peine fut commuée en détention perpétuelle et on le sortit du fort de la Pierre Levée en 1951 pour qu'il ne meure pas dans son cachot. Il avait 95 ans. Pierre Laval fut condamné à mort. Il tenta de se suicider. On le ranima, pour le fusiller dans une cour de la prison de Fresnes. René Bousquet fut condamné à de l'indignité nationale puis relevé de sa peine pour faits de résistance. Que voulait-on de plus ? M. Mitterrand préféra patouiller en dissertant sur le fait que Vichy n'était pas la République. Il fallait voir l'animateur des B'nai B'rith le regarder.

1) Daniel Mesguich, metteur en scène, fait partie des *Cent Juifs qui comptent*, répertoriés par *Passages* en février 1989. Parmi ceux-ci citons : Roland Castro (architecte) ; Tim et Wolinski (dessinateurs) ; le mime Marceau ; Jean-Jacques Goldman et Enrico Macias (chanteurs) ; Charley Marouani (impresario) ; Georges Cravenne (organisateur des Césars) ; Claude-Jean Philippe, Anne Sinclair, Jean-Pierre Elkabbach et Michel Drucker (télévision) ; le cardinal Lustiger et le grand rabbin Sitruck (« les hommes de Dieu »), Michèle Barzach, Simone Veil, Julien Dray, Lionel Stoléru, Krasucki, Fabius, Gisèle Halimi, Jacques Attali, Alain Minc (politique) ; Alain Afflelou, Maurice Bidermann, Gilbert Gross, Gilbert Trigano, Jean-Claude Darmon, etc (affaires).

## **ARDISSON Thierry, Pierre, Clément.**

Né le 6 janvier 1949 à Bourgneuf (Creuse). Famille de petite bourgeoisie catholique et itinérante (collège Saint-Michel à Annecy ; Fac de lettres à Montpellier : il regrette d'avoir dû

changer souvent de copains), mais originale. (Son père lui dit : « *Je serai communiste quand j'aurai vu des communistes risquer leur vie en passant de l'Ouest à l'Est.* ») A 21 ans, il débarque à Paris, avec une licence d'anglais, cinquante francs en poche, sans relations mais avec quelques idées : écrire, faire parler de lui, gagner de l'argent, s'imposer dans la mode galopante, sans cesser d'être lui-même : un faiseur-provocateur réac et d'avant-garde. Vaste programme. On ne peut dire qu'il a échoué.

M. Ardisson — « *Cela veut dire "ardus sonus" : en latin "la voix forte", "la grande gueule"* », explique-t-il à *Minute-La France* (16 juillet 1992) — c'est le Dechavanne du riche. Derrière son guignol pétaradant, il y a autre chose que l'audimat du vide, lequel atteint, nul ne l'ignore, des taux d'écoute effrayants. Une vedette du show-biz a droit à de la considération, quand elle ose déclarer sur la guerre du Golfe :

Tout le monde expliquait pourquoi il fallait raser l'Irak. Certains, peu nombreux, s'y sont opposés. Ils l'ont écrit. Un film italien s'appelait « Les hommes contre ». J'ai toujours eu beaucoup de respect pour les rebelles, pour les « hommes contre » (*MLF*, id).

Sur Paul Touvier :

Pour l'émission « *Nulle part ailleurs* » de Canal +, j'ai récemment fait inviter André Frossard. Il est juif converti, catholique, et il a souffert, à Montluc, dans la prison de Barbie. Sur l'affaire Touvier, il a dit : « Il y a eu le verdict des juges, on apprécie ou pas, mais c'est une réalité ! » Frossard réagit en homme contre... (*MLF*, id).

Sur Konk :

J'ai coupé dans l'émission ce qui aurait pu être considéré comme contraire à la loi Gayssot (*MLF*, id).

Sur Dechavanne :

Ses avis sont fondés sur l'air du temps : « La guerre, c'est pas bien ; le Sida, c'est dangereux ; c'est mal d'être raciste. » Cette espèce de « soft idéologie », c'est du bruélisme ! Il n'a pas

d'avis... Par exemple, lors d'un débat sur l'avortement, il a fait huer par la salle une femme qui était opposée à l'avortement. C'est scandaleux [...] (7 à Paris, 30 septembre 1992).

Sur Anne Sinclair :

Le mal que j'en pense, c'est que je l'ai vue interviewer Peter Roman sans dire qu'il était le fils du fondateur du parti communiste roumain, sans dire qu'il avait été espion à Toulouse pour le compte de la Securitate, sans dire qu'il avait failli épouser la fille de Ceaucescu. Donc je ne pense pas qu'elle soit une bonne journaliste. Je l'ai vue dire [...] que c'était bien de faire des élections en Algérie, et puis quand le FIS a gagné, je l'ai entendue dire qu'il fallait arrêter les élections et envoyer les chars. Il faut être cohérent. Ça c'est une démocratie à géométrie variable.

Je pense que c'est quelqu'un [Anne Sinclair], contrairement à ce que les gens croient, qui est prêt à beaucoup de compromissions. C'est scandaleux.

C'est comme l'histoire de Maastricht. On dit aux gens : « Vous allez voter. » Ils veulent voter non. Et alors c'est : « Non, non, on vous a dit que vous alliez voter, mais on n'a pas dit que vous alliez voter non, vous allez voter oui (7 à Paris, id). »

Sur Maurice Benguigui, dit Bruel :

Pourquoi il a changé de nom ? Il a honte de quoi ? Moi, j'aurais pas honte si j'étais juif (7 à Paris, id.).

Sur la télévision :

A la télé, je fais très sérieusement des choses superficielles. Mais pas connes... Hélas, la télé va toujours vers le plus con [...] On lit pour de vraies raisons. On ne regarde pas la télé pour de vraies raisons. (*Rolling Stone*, août 1989).

Sur la politique :

Je suis monarchiste. Je sais : c'est nul et romantique [?]. Pourtant impossible de me faire à l'idée qu'on élit un président de la République, juste parce qu'il est le meilleur à la

télé. Qu'il a plus de pognon pour sa campagne. Ou qu'il détient un scandale juteux sur son concurrent (R.S., id).

Pour défendre ses conceptions, Thierry Ardisson publia un livre intitulé : *Louis XX, contre-enquête sur la monarchie*, qui aurait été vendu à 30.000 exemplaires. Dans *Présent*, Arnaud Lutin insinua :

A la faculté de Saint-Maur, on murmure que la rédaction du *Louis XX* a donné lieu à de sombres tractations : le « nègre » qu'aurait sollicité Ardisson ayant dû lui-même faire appel à une tierce personne, se trouvant, pauvre nègre, dans l'incapacité d'écrire un ouvrage cohérent (cela s'appelle de la soustraitance). En définitive, ce serait bien un universitaire légitimiste, chargé de travaux dirigés à Saint-Maur, qui aurait rédigé le livre iconoclaste. Dit-on. Les mauvaises langues prétendent même que ce mystérieux « nègre » aurait dû faire réviser à Ardisson le contenu de son propre livre avant son passage à *Apostrophes* (28 janvier 1987).

Je n'ai trouvé trace d'aucun démenti d'Ardisson (ça ne prouve pas qu'il n'y en ait pas eu).

Ce traditionaliste branché, snob, provocateur, dérangeant parce qu'inclassable, touche-à-tout (publicité, édition, journaux) serait aussi le recordman des émissions arrêtées. Citons en vrac : *A la folie, pas du tout* et *Face à la France* (sur la 5) ; *Stars à la barre* (sur Antenne 2) ; *Scoop à la une* (sur TF1) ; *Bains de minuit* (sur la 5) ; *Lunettes noires sur Nuits blanches* et *Télé Zèbre* (sur la 2). C'était aussi sur France 2 qu'il donnait *Double jeu*. Pascal Josèphe décida en décembre dernier qu'elle serait supprimée.

— J'ai plus d'histoires avec Ardisson que j'en ai eu avec Polac, déclara-t-il.

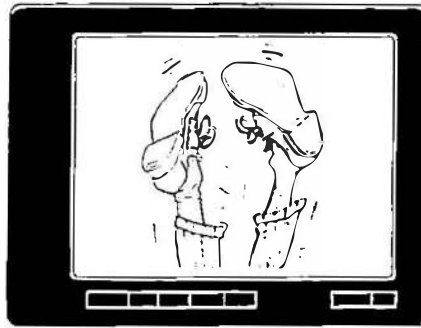
Mais aussitôt Hervé Bourges rattrapait l'énergumène distingué qui devrait retrouver la chaîne au début de 93.

Ceux qui aiment ce genre d'émission pourront continuer de l'entendre siffler, persifler, distiller quelques vérités choquantes et demander à ses invités s'ils sont homosexuels ou s'ils continuent de picoler.

Lui, quand on lui demande, à la Ardisson, s'il ne craint pas le Sida, il répond :

— Non, car je ne trompe pas Béatrice, ma femme. Si je la trompais, je reconnaîtrais que je me suis trompé en l'épousant.

Notons pour en finir avec ce personnage que, n'ayant pu se marier un 29 février (afin de ne célébrer l'anniversaire que tous les quatre ans), ce dandy légitimiste, quoiqu'attaché à la famille, crut devoir épouser Béatrice un 1<sup>er</sup> avril. Quand on est dans le spectacle, il faut toujours être en représentation.



## **BEDOS Guy.**

Né le 15 juin 1934 à Alger. Père : directeur de laboratoires pharmaceutiques. Famille aisée. Lui : « J'ai toujours voulu faire l'acteur. » Centre d'art dramatique de la rue Blanche (classe de Berthe Bovy). Tournée (Charron) au Moyen-Orient. Petits rôles sur le boulevard. Découvre sa vocation, les sketches et monologues, à la *Galerie 55*, futur *Café de la Gare*. Remarqué par la télévision. Très vite, c'est le succès.

Bedos n'appartient pas à la télé. Triquard sous Giscard, habitué sous Mitterrand, il n'y a pas d'émission, ni de rendez-vous fixe. On l'a vu chez Sabatier (qui lui dit aux premiers applaudissements : « Vous avez amené votre claque ? »), les



Carpentier, Drucker, Sinclair, Pivot, Chancel, mais d'une façon épisodique. La télé politique se sert de lui, comme il se sert de la télé et de la politique : « *Je mets la politique au service de mon spectacle (L'Autre Journal, janvier 1992).* »

Vu de salle, il semblerait qu'il y ait eu deux Bedos. Le Bedos d'avant la rupture avec Sophie Daumier, et celui d'après. C'est sans doute trop simple et simpliste.

Les graves défauts de Guy Bedos : jalousie, méchanceté, agressivité, hypertrophie du moi, désir obsessionnel de régler ses comptes avec sa famille (sa mère), son milieu, ses copains (Coluche), la « droite » (qu'il confond avec le pouvoir, l'argent, l'injustice, etc, car son ignorance est pyramidale), existaient avant la séparation du couple. (Lire de Sophie Daumier : *Parle à ma tête, mon cœur est malade*). Mais on les voyait peu. Avec Sophie, le comique de Bedos était moins à l'ap. Un certain nombre de leurs sketches avaient été écrits par Jean-Loup Dabadie, qui n'a rien d'un Ravachol. On n'entendait pas sous le rire gronder la fureur, la haine, le mépris et tous les fantasmes exaspérés de la guerre civile.

La cassure foudroya Bedos. Il perdait sa femme et sa partenaire. Son ménage était par terre. Il n'avait plus de numéro. Il crut toucher le fond de la détresse. Mais les cabots sont élastiques. L'orgueil, le goût de son métier, le besoin d'une vengeance globale et celui d'oublier ses larmes dans les rires du public, le sauvèrent.

Bedos remplaça Sophie par une exploitation de la politique adaptée au music-hall. Il s'enrôla dans le bataillon des justiciers de café-concert, dont il entendit très vite prendre la tête. Tous les soirs, entre 21 heures et 23 heures 30, il milita pour la misanthropie engagée à gauche, amer, vachard, sarcastique, méprisant et tout gonflé de son importance nouvelle : de maître à danser, il se haussait au rang de maître à penser. Bref, il était devenu lui-même, sans adoucisseur ni balancier.

Bientôt, ses exercices de virtuose du racisme antifrçais lui valurent la consécration. Le clou en était l'attaque de Jean-Marie Le Pen, comme dans les films d'autrefois il y avait l'attaque de la diligence par les Peaux-Rouges. Le malheureux président du Front était mis à poil, ligoté au

poteau de torture, criblé de flèches plus aiguës et empoisonnées les unes que les autres, finalement scalpé aux applaudissements des associations humanitaires qui bénéficient de tarifs spéciaux pour ces galas culturels. Le Grand Lobby ne s'y trompa pas, qui lui fit remettre, en 1990, le Molière du meilleur one man show (sic). C'était l'apothéose. Si vengeur démasqué qu'il fût, Bedos se gardait bien de parler du sang contaminé et, quand il évoquait des fausses factures, il se contentait de considérations anodines :

Tout le monde l'a fait, évidemment. Mais il n'y a que les socialistes qui soient assez nigauds pour se faire pincer !

Ça frise le bizutage.

Mais qu'ils sont bêtes, aussi !

Ils notent tout dans leurs petits cahiers : fausse facture n° 25.

Rendez-vous avec Machin pour lui filer de l'oseille au noir...

Nul (*L'Événement du Jeudi*, 10 octobre 1991).

Nul, en effet. Et un peu court.

En revanche, sur Le Pen, Bedos y allait toujours à fond la caisse. Comme on dit dans la marine : « Trop fort n'a jamais manqué. » Le 28 janvier 1991, M. Elkabbach l'invitait sur Europe 1 à dire une fois encore tout le mal qu'il en pensait. Bedos y alla plein pot. Avec Le Pen, on aurait tort de se gêner. C'est sans risque. On parla de chose et d'autre. De la guerre du Golfe. De Saddam Hussein. A propos duquel Bedos remarqua :

Il paraît qu'il a quand même donné de l'argent à pas mal de gens, y compris au Front national. [NDLR : qu'il appelle sur scène et dans *Le Monde : l'affront national*. C'est là qu'il faut rire]. C'est pour ça que Le Pen va faire la danse du ventre là-bas.

Le Pen le poursuivit pour diffamation. Soutenu par Ivan Leviï, Plantu, Kahn, Poirot-Delpech, Bedos fut relaxé au motif que

le prévenu n'est ni journaliste, ni homme politique [...] Il revendique la qualité de clown, de comique [...] Les propos incriminés s'inscrivent [...] dans le cadre de l'exercice normal, par le prévenu, de son métier d'amuseur et de son talent d'humoriste (*Le Monde*, 11 janvier 1992).

Pour Jean-Yves Montfort, qui présidait la 17<sup>e</sup> chambre correctionnelle, dire que Le Pen allait faire la danse du ventre devant Saddam Hussein, chef d'une nation avec laquelle la France était en guerre, relevait de la bouffonnerie et

A toutes les époques, le bouffon exerçait une fonction sociale éminente et salutaire (*Le Monde*, id).

On remarquera la prudence du va-t-en guerre Bedos. C'est la tactique de la chauve-souris. Voyez mes poils etc. Quand il y a danger, il fait le rigolo. Ce qu'il dit n'a pas d'importance. Ce sont des blagues, de la gaudriole. Mais sitôt le tribunal abusé, il se redrape dans sa dignité, son importance :

Moi, je n'ai pas peur de le dire : je fais de la politique [...] Je prends parti tous les jours dans la vie. Ce n'est pas nouveau. Et il y a longtemps que je suis fiché. Depuis la guerre d'Algérie : j'ai été filmé par la DST parce que je rencontrais fréquemment des gens qu'on a emprisonnés pour sympathie avec le FLN (*L'Unité*, 23 janvier 1976).

C'est tout Bedos.

## **BENYAMIN Bernard.**

Né en 1950 dans une famille traditionaliste juive d'Oran. Arrivé en métropole en 1962. Carrière parallèle à celle de Paul Amar. Ecole de journalisme de Lille. France-Inter. Correspondant en Amérique latine, puis grand reporter. Antenne 2. Responsable du « Service étranger ». Dirige actuellement avec Paul Nahon *Envoyé spécial*. C'est cette émission d'enquêtes et d'investigation qui diffusa, quelques jours avant les BBR, le scandaleux « portrait » de Jean-Marie Le Pen. Elle vient d'obtenir le 7 *d'or*. Natürlich.

« *J'essaye de profiter de ma condition de juif pour mieux expliquer ce qui se passe au Proche-Orient* », déclare Benyamin (*Tribune juive*, 1<sup>er</sup> février 1989). A l'encontre de beaucoup de ses coreligionnaires, il n'était pourtant pas un pro-israélien inconditionnel quand il se rendit dans l'Etat hébreu pour la première fois, en 1977.

J'avais — dit-il — un rapport très bizarre avec Israël que je soutenais fondamentalement, tout en n'étant pas totalement convaincu. En allant sur place, j'ai commencé à me poser des questions. J'ai vu là-bas beaucoup de choses qui m'ont séduit et beaucoup d'autres qui m'ont choqué. Comme l'intolérance religieuse par exemple (*Tribune juive*, id.).

Bernard Benyamin entra même en conflit avec certains milieux juifs absolutistes. En 1982, après Sabra et Chatila, il avait organisé sur place une émission spéciale. Il expliquait que les massacres ne s'étaient produits que parce qu'il y avait eu le laisser-faire de l'armée israélienne. Il y eut de très vives réactions. On le traita de « traître » et de juif honteux. Sa mère ne voulait plus lui parler. L'émission sur Le Pen a dû arranger tout ça.

## **BOURGES Hervé.**

Né à Rennes (Ille-et-Vilaine) le 2 mai 1933. Père : ingénieur. Ecole supérieure du journalisme de Lille (dont il deviendra le directeur en 1976). Rédacteur puis rédacteur en chef de *Témoignage chrétien*. Chargé de mission auprès d'Edmond Michelet (1959-1962). Aujourd'hui PDG de France 2 et France 3 après avoir été nommé à la direction générale de TF1 en 1983.

Hervé Bourges est un personnage et, pour rester dans les lieux communs, on est tenté d'ajouter : balzacien. Son meil-

leur portrait se trouve dans *La Télé, dix ans d'histoires secrètes* (Flammarion 1992) de Chamard et Kieffer. Le voici :

Hervé Bourges, c'est quatre-vingts kilos d'idées, d'anecdotes, d'humour, de souvenirs de voyages et de vanité ; le tout fumant le cigare. C'est un bloc massif d'ambitions montagnaises. Un croisement de Falstaff, de Tartarin et de Barbe-Noire. Quelqu'un que l'on verrait volontiers assis à l'ombre d'un baobab, racontant les ruses du désert, les pêches sénégalaises, les dynasties de la Cinquième République, ou les tribus du journalisme français. Corpulent sans être gros, rond sans paraître gras, le front bombé dégarni, la barbe plus poivre que sel, les lèvres épaisses toujours sur le point de dessiner une moue d'étonnement vrai ou de colère feinte, Hervé Bourges est en représentation de sincérité permanente. Avec ses yeux qui s'adaptent à toutes les situations, il aurait pu être comédien. On le verrait aussi bien en ministre négociant d'Etat à Etat, en révolutionnaire mexicain ou en père missionnaire au fond de la brousse. Il lui suffirait de passer l'habit (p. 135).

Ajoutons l'arrivisme forcené et blindé, avec comme moteur un culot dix-huit cylindres, marchant à l'inconscience et au calcul, un mélange détonant. Exemple : il continue d'être le rédacteur de *Témoignage chrétien*, tout en entrant au cabinet d'Edmond Michelet, « *qu'il assiste pour les questions algériennes* » (Chamard et Kieffer). Il quitte Michelet pour Ben Bella (qu'il doit assister pour les questions françaises). Il n'hésite pas à « acquérir la nationalité algérienne » le 9 août 1963 (*Journal de la République algérienne*, cité par *Présent* du 5 janvier 1991) sans mesurer l'énormité du geste. Vingt-cinq ans plus tard, Gilbert Comte qui venait d'être nommé par Mitterrand à la Haute Autorité disait :

— Hervé Bourges ne comprend pas ce que cette naturalisation algérienne peut avoir de choquant et, pour certains, d'inacceptable.

Pourtant il la niera, jusqu'à ce que *Présent* en apporte la preuve.

Sur ce passage d'Hervé Bourges à Alger, nous avons un témoignage précieux et qui éclaire bien l'aventurier. C'est celui

de Khiarry S.T. Wassini, un ancien militant du MDA, puis collaborateur de Ben Bella, avant de s'en séparer.

Bourges avait le don d'exaspérer les ministres et hauts fonctionnaires en traitant les dossiers directement avec Ben Bella, même quand il était le conseiller de Bachir Boumaza, alors ministre de l'Economie, puis de Hadj Smaïn, ministre de la justice (*Tribune*, Lille 1983, p. 150).

L'auteur note que Bourges, dans sa « bio », ne cite jamais sa collaboration au ministère de la Justice du FLN. « Parce qu'on ne se réclame pas des vaincus », donne-t-il comme explication. Je ne crois pas que ce soit la bonne. Après 1962, en Algérie révolutionnaire, le ministère de la Justice a couvert un nombre considérable de mises à mort après tortures, de violences et d'emprisonnements, de viols de femmes et d'enfants. Conseiller d'Hadj Smaïn, dont personne n'a vanté l'inclination à la clémence (ce qui était le cas d'Edmond Michelet), Hervé Bourges a donc du sang français sur les mains. Il a une part de responsabilités dans la disparition de tant de nos compatriotes, enlevés en 1962, et dont on n'a jamais su ce qu'ils étaient devenus. Si insensible qu'il soit à ce genre de crimes contre l'humanité, Bourges devine qu'il pourrait nuire à son « ambition pathologique » comme écrit Khiarry S.T. Wassini. Alors, il efface, et continue d'effacer. Cela lui a bien réussi jusqu'ici. Pourquoi s'arrêter ?

Revenu en France en 1967, son irrésistible ascension continue sous de Gaulle et se poursuit sous Pompidou, Giscard, puis Mitterrand. Tour à tour maître-assistant à Paris II ; directeur du département d'études sur l'information dans les pays du Tiers-Monde à l'Institut français de presse (1968-1976), fonction qu'il cumule avec celle de directeur fondateur de l'Ecole supérieure de journalisme du Sénégal (1970-1976) ; directeur de l'Ecole supérieure de journalisme de Lille (1976-1980) ; porte-parole d'Amadou Mathar M'Bow, directeur général de L'Unesco ; directeur de l'office de l'Information de l'Unesco ; directeur général de Radio-France International, il devient enfin (en 1983) PDG de TF1 (qui n'était pas encore privatisée), élu (6 voix contre 2) par la Haute

Autorité, sur pression de François Mitterrand. L'amusant, dans l'histoire, c'est que celui-ci manifesta de l'humeur quand Michèle Cotta, directrice de Radio-France, l'avait informée qu'elle venait de mettre Bourges à la tête de Radio-France Internationale (Pour contrer Claude Wouttier, le candidat de Jospin). Tonton toussait :

Cela ne se fait pas. Vous auriez dû me consulter. Je ne le connais pas personnellement, mais c'est un catholique de gauche. Croyez-moi, vous n'aurez que des déboires [...] Il paraît qu'il est d'une fatuité extraordinaire (*La Télé...*, id).

Un an après, le Président ne pouvait faire un voyage en Afrique sans ce Scapin épais et barbu. Bourges ne connaissait rien à la télévision ? Qu'importe. Mitterrand l'imposa à la tête de TF1, malgré le PS, la Haute Autorité, et les journalistes de la chaîne. Bruno Masure fit circuler une fausse note de service. L'Africain Hervé Bourges n'y était pas ménagé. On pouvait lire :

- 1) Le service étranger est légèrement renforcé. Les effectifs passent de 12 à 197 dont 179 pour la rubrique Afrique.
- 2) Le bureau de Washington est transféré à N'Djamena. Celui de New York à Addis-Abeba, celui de Moscou à Nouakchott. Celui de Londres à Tombouctou [...].
- 3) [...] Le 20 h sera patroné par Banania.
- 5) L'interphone est supprimé. Il sera remplacé par un tamtam.
- 9) Le feuilleton *Dallas* est déprogrammé et remplacé par *Dar el Salan*, co-production mori-bico-tanzanienne en 358 épisodes.
- 14) En ce qui concerne les notes de frais, seuls les « couscous » seront remboursés (cité par Emmanuel Ratier dans son *Encyclopédie politique*).

Les chiens aboient. Mohamed Bourges et sa caravane passent. L'important est d'être du côté du manche et de plaire. Aussi accorde-t-il à Laurent Fabius un quart d'heure d'antenne par mois. Comme Mendès à la radio, Fabius à la télé. Il faut marcher avec son temps. Titre de l'émission : « *Parlons France* ». Pas moins...

En revanche Bourges est très loin du projet socialiste d'une télévision culturelle, éducative et hostile à la publicité.

Avec Pascal Josèphe, son second (voir ce nom), il ouvre la chaîne à la vulgarité raccrocheuse (*Cocoricocoboy*, le *Bébête show*, de Collaro — imitation d'une émission britannique — *Droit de réponse*, de Polac, qui est surtout un droit d'accuser), aux séries américaines, aux téléfilms et à la publicité « sponsorisant » des émissions (Pernod-Ricard-Orangina par-rainant *Cocoricocoboy*).

De même, après la défaite du PS en 1986. Quand François Léotard, ministre de la Culture et de la Communication, annonce à l'Assemblée la privatisation de TF1, c'est Bourret, toujours au sommet des barricades, qui appelle à la grève immédiate. Plus circonspect, Bourges fait le gros dos. Il louvoie. On ne sait jamais. Avec le CNCL (*Commission nationale de la Communication et des Libertés*), qui a remplacé la Haute Autorité et voudrait le démissionner, il pratique la fuite et l'esquive. On annonce que le repreneur serait Hersant. Bourges négocie avec son ambassadeur : Philippe Ramond. Non, ce n'est pas Hersant, mais Lagardère. Bourges négocie avec Lagardère. Pas du tout, Lagardère n'a plus la cote, c'est Bouygues qui revient très fort et va coiffer tout le monde au poteau. Bourges négocie avec Bouygues. La défaite de la gauche date du 16 mars 1986. Le 4 avril 1987, quand la CNCL accorde TF1 à Bouygues (8 voix contre 4 à Lagardère), c'est Bourges qui, en tant que PDG de la première chaîne française, l'accueille sur le plateau de Cognacq-Jay. Un moment, il peut croire que Bouygues va le maintenir dans ses fonctions. Quand il découvre qu'il sera de la prochaine charrette, il laisse s'organiser le départ des locomotives de la chaîne (Sébastien, Collaro, Sabatier, la directrice des variétés : Marie-France Brière) sur la 5. Bourges refuse même l'engagement comme conseiller à très haut salaire et voiture de fonction que lui offre Bouygues. Il démissionne fin avril (en même temps que Pascal Josèphe, directeur des programmes, et Alain Denvers, directeur de l'Information). Il quitte son bureau, un sourire narquois aux lèvres. Il ne doute pas que son heure reviendra. Bouygues le retrouvera sur son chemin, plus vite qu'on croit.

Le temps de s'intéresser de loin au *Matin* ; de devenir le conseiller pour l'audiovisuel de l'escroc international Robert



Maxwell, de l'homme d'affaires italien Gianpaoli, du marchand d'espaces publicitaires Gilbert Gross ; d'accepter la direction de Canal + Afrique que lui offrait André Rousselet, et François Mitterrand est élu triomphalement président de la République : 54,01 % des suffrages contre 45,99 % à Chirac ! Hervé Bourges ne peut que reprendre sa marche vers les sommets. Le voici directeur général de Radio-Monte-Carlo (novembre 1988). A titre temporaire. Il vaut mieux. Radio-Monte-Carlo dépend de la Sofirad (*Société financière de radiodiffusion*, holding qui depuis 1945 contrôle les postes privés : RMC, Europe 1, Sud Radio, Télé-Monte-Carlo). C'est la présidence de la Sofirad qu'il guigne. Il l'obtient. A titre transitoire. Il veut mieux. Il veut le nouveau poste que lui prépare l'Elysée : la présidence générale des deux chaînes publiques, Antenne 2 et FR3, où il aura à nouveau Bouygues dans la ligne de mire de ses armes. Il va l'obtenir. Non sans péripéties. Après audition des candidats, le CSA (le *Comité supérieur de l'Audiovisuel*, le nouvel organisme plastron de l'Elysée, mis à la place de la commission de Chirac-Léotard) vote. Simple formalité, en apparence. Le CSA compte douze membres. Trois ont été nommés par Alain Poher, président du Sénat. Trois par Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale. Trois — dont le président — par l'Elysée. Avec six voix contre trois, la victoire ne peut échapper au candidat socialiste. Malheureusement il y en a deux : celui de Jack Lang, qui est Kiejman ; celui du président de la République : Hervé Bourges. Comme souvent dans ces conditions, c'est le troisième qui l'emporte : Philippe Guillaume, le candidat de l'opposition (août 1989). Il faudra seize mois d'intrigues, de campagnes de presse, de manigances inouïes, d'opérations de police dignes du roman feuilleton (des policiers recevront mission de recruter de jeunes éphèbes afin de compromettre Guillaume, en même temps, pour faire bonne mesure, qu'Arpaillage, le garde des Sceaux, dans une sombre histoire de pédérastie !), pour réparer cette bévue et acculer le PDG d'Antenne 2 et de FR3 à la démission.

Le 15 décembre 1990, Philippe Guillaume convoque la presse au Piazza. Livide, il lit la lettre qu'il vient d'adresser au CSA :

Je constate que ma désignation comme président d'Antenne 2 et FR3 par le CSA n'a jamais été acceptée par une partie des pouvoirs politiques qui, depuis quinze mois, ont multiplié sur ma route les obstacles de toute nature, avouables et inavouables. J'ai accepté avec sérénité cette étrange règle du jeu aussi longtemps que j'ai cru pouvoir disposer des moyens nécessaires pour remplir les engagements pris devant le CSA, aussi bien à l'égard des deux entreprises que de leurs personnels. Je constate aujourd'hui que cela m'est impossible. L'intérêt supérieur du service public, l'idée que je m'en fais, me conduit à tirer les conséquences de cette situation, c'est-à-dire à donner ma démission (*La Télé...*, p. 628).

La voie est libre pour Hervé Bourges. Le soir même, sans audition, le CSA nomme le président de la Sofirad président-directeur-général d'Antenne 2 et de FR3. La guerre contre TF1-Bouygues est déclenchée, même si elle ne deviendra sensible qu'après la mort de la 5 et les grandes manœuvres de l'été 1992. (Affaire de *la Nuit des Héros* ; affaire PPDA ; *Surprise sur prise*, etc) ; changement des logos : France 2 et France 3 remplacent Antenne 2 et FR3 ; réactivation des recherches de publicités et de « sponsoring » ; reconstitution à F2, F3, de l'ancienne équipe de TF1 : Pascal Joseph, Alain Denvers devenu le patron de l'information, etc). Nul doute qu'en cette fin de règne mitterrandien, dans les soubresauts des élections qui arrivent et de la crise économique qui s'aggrave, le balzacien Hervé Bourges n'a pas fini d'étonner.

## **BOURRET Jean-Claude.**

Né le 17 juillet 1941, à Lyon, d'un père travaillant aux chemins de fer et d'une mère postière (originaires de Lozère). Bac. Licence de droit. Major du Centre de formation des journalistes (1967). Grâce à Jacqueline Baudrier, entre à *France-Inter*, dont elle était la rédactrice en chef. Se spécialise dans les reportages sportifs et à risque : descente du fleuve Maroni

en Guyane, avec des Marines, opération incendie avec évacuation par la *Verticale Zéphinie*, la chaussette toboggan mise en place par les pompiers du général Ferratge ; participations aux entraînements des gendarmes d'élite, etc.

Bourret est d'ailleurs un spécialiste de la gendarmerie, comme des OVNI, de la médecine chinoise, de la Sécurité, de l'amaigrissement sans restrictions alimentaires, des maladies sexuellement transmissibles, etc. Nombreux ouvrages sur ces sujets.

Tête de turc du *Canard enchaîné*, il était très apprécié du public de la 5. Bourret y avait inventé les *Duels* de midi trente qui furent une des rares émissions ouvertes à notre tendance : j'y fus opposé à Jean-François Kahn sur la Révolution.

En mai 1981, Jean-Claude Bourret avait organisé un déjeuner de ralliement des gendarmes au pouvoir socialiste, incarné par Georges Fillioud, le nouveau ministre de la Communication du gouvernement Mauroy. En récompense, il fut mis au placard à TF1, quoique appartenant au syndicat Force Ouvrière. Bourret sortait à peine de sa disgrâce qu'il y replongea en 1984. Il avait osé dire, à l'antenne, que la manifestation pour l'Ecole libre avait été la plus importante que Paris eût connue depuis la Libération. Ce qui était l'exacte vérité. Mais comme dit M. Mitterrand :

Bon, alors, vous savez, la vérité elle est comme cela, un peu de cela, un peu de tout (Juin 1987. *Mitterrand par lui-même*. Ed. Grancher, p. 146).

Cette exclusion arbitraire et partisane n'empêchait pas Jean-Claude Bourret de protester violemment, en mai 1986, contre la privatisation de TF1. Il appela à la grève immédiate. Il ne défendait qu'un principe ; pas une rente de situation. Son salaire mensuel n'était alors que de 21.500 francs. Sans les « ménages », il est vrai, qui sont les revenus supplémentaires que se font les vedettes de la télévision en participant à des manifestations extérieures à la chaîne.

Heureusement Bourret ne fut pas suivi. Cela lui permit de participer le 15 avril 1987, à la fête « pharaonique » de la privatisation de TF1 : feu d'artifices, ballets d'hélicoptères, portraits à la Mao de Bouygues, gâteaux géants, défilé de

toutes les stars de la chaîne venant chanter le passé prestigieux et le fascinant avenir de TF1. Sur le podium illuminé, Stéphane Collaro, Patrick Sabatier, Patrick Sébastien, Jean-Claude Bourret se livrèrent à cet exercice. Puis, les lampions éteints, ils saluèrent Bouygues et passèrent chez Hersant, sur la 5. Les émoluments étaient nettement supérieurs. Pour sa part Bourret touchait 120.810 francs par mois (*Le Canard*, 19 janvier 1992).

Un des *Duels* qui fit le plus jaser fut celui qui, le 5 décembre 1989, opposa Lionel Stoléru et Jean-Marie Le Pen. Celui-ci avait demandé à Stoléru (qui était alors Secrétaire d'Etat au Plan dans le gouvernement) s'il avait la double nationalité. Ajoutant :

— Vous êtes ministre. On a le droit de savoir.

Sur quoi Bourret avait cru devoir préciser :

Excusez-moi d'intervenir. Je crois qu'il faut que les choses soient claires car vous parlez un langage codé. Monsieur Stoléru, vous êtes Juif ?...

Lionel Stoléru : Ah ! ce n'est pas une nationalité !

J.-C. Bourret : Je pense que M. Le Pen faisait peut-être allusion à la possibilité que vous ayez une double nationalité israélienne et française (*Actualité juive*, 15 décembre 1989).

L'hypothèse n'avait rien d'extravagant. De nombreuses personnalités possèdent cette double nationalité. La judaïté de Stoléru est connue. Quand Valéry Giscard d'Estaing en fit son secrétaire d'Etat aux Travailleurs manuels et aux Immigrés (1976-1981), Stoléru le prévint qu'il ne viendrait jamais travailler le samedi, jour du sabbat. Né en Roumanie, naturalisé français, Stoléru aurait pu fort bien prendre aussi la nationalité israélienne, étant donné ses liens avec Israël. Président de la Chambre de commerce franco-israélienne, il est le fondateur de la Chambre de commerce Europe-Israël, et le créateur de la Maison d'Israël (3.000 m<sup>2</sup> avenue Marceau). Qu'il eût un passeport israélien n'eût surpris personne. L'intervention de Bourret n'en fit pas moins scandale. On lut dans *l'Événement du Jeudi* :

Un journaliste populaire venant expliciter la « pensée » de Jean-Marie Le Pen pour « confondre » judaïsme et nationalité étrangère... on croit rêver. A quand un débat sur la race juive et la manière de la reconnaître (7 décembre 1989).

Heureusement Jean-Claude Bourret ne manquait pas d'arguments.

Je ne supporte pas qu'on me soupçonne une seule seconde d'être antisémite. Je suis allé en Israël. J'ai prié devant le Mur des Lamentations avec la kippa. Je suis un ami sincère. [...] M. Jean Pierre-Bloch, président de la LICRA, [...] m'a félicité pour avoir fait surgir la vérité de Le Pen (*Actualité juive*, 13 décembre 1989. Propos recueillis par Yves Derai).

Précisons que Jean-Claude Bourret est membre de la LICRA depuis 1978.

*L'Association de défense de la 5* qu'il lança accomplit un travail formidable de mobilisation des téléspectateurs pour essayer de sauver la chaîne. Mais qu'est le public contre les puissances de la politique et de l'argent ? Mitterrand, Lang, Rousselet (Canal +), Bouygues (TF1), Bourges (F2, F3), Drucker (M6), pour des raisons différentes et complémentaires, voulaient sa mort. Elle mourut.

Depuis Bourret continue à faire front, non sans panache. Un instant il parut tenté par une candidature sans parti, aux législatives. Il semble s'être ravisé. Il n'a pas tort. Comme aurait dit l'autre Lagardère : si tu ne viens pas à la politique, la politique viendra à toi.

● SALAIRES ET MÉNAGES. Comme j'ai cité pour la première fois le salaire d'un personnage de télévision — celui du moins que le *Canard enchaîné* attribuait à Bourret en 1992 — abordons le sujet sans avoir la prétention de le découvrir. En 1990, dans *Splendeurs et misères des journalistes* (Calman-Lévy), Yves Roucaute donnait les chiffres suivants qui ne furent pas démentis à ma connaissance : Anne Sinclair : 110 000 francs. (par mois). Alain Duhamel : plus. Bernard Pivot : plus de 100 000. Guillaume Durand : 100 000.

Bruno Masure : 80 000 sur TF1, 60 000 sur Antenne 2.  
Bourret : 85 000 (il payait 680 000 francs d'impôts par an).  
La star des stars fut Yves Mourousi : 350 000 francs par mois. Quand il fut remercié de TF1, ses indemnités pour treize années de bons services se montèrent à 42 250 000 francs. PPD, qui percevait 120 000 francs en 1987, ne doit pas dépasser 170 000.

Le prix des « ménages » est nettement supérieur à celui des salaires alloués aux femmes du même nom. En 1991, Gérard Holtz valait 30 000 francs la journée, Bourret 50 000 et plus (jusqu'à 100 000, et à TF1 il en faisait entre 20 et 30 par an), Claude Sérillon 40 000. Quant aux animateurs-vedettes, on aura une idée des cachets qu'ils obtiennent en apprenant que pour quitter TF1 et signer sur la 5-Hersant, Patrick Sabatier obtint 2 millions et demi (250 millions de centimes), Collaro 3 millions et Patrick Sébastien 3 millions et demi par émission.

## **BOUVARD Philippe, Pierre, Louis.**

Journaliste. Né le 6 décembre 1929 à Coulommiers (Seine-et-Marne) de Marcel, directeur de société et Andrée née Gensburger. Contrairement à la légende des salles de rédaction qui veut que Bouvard soit un fils de concierge dont les études se seraient arrêtées au certificat d'études, il a été l'élève des lycées Condorcet et Rodin et de l'École supérieure de journalisme. A 33 ans, un âge célèbre, il dirigeait la page parisienne du *Figaro*.

On a pu parler de l'usine Bouvard tant ses collaborations sont multiples et diverses. Chroniqueur, rédacteur en chef, directeur de rédaction, auteur d'une dizaine de livres, de comédies, de sketches, animateur de radio (*Les Grosses Têtes*), présentateur, producteur d'émissions de télévision (*Samedi soir, Bouvard en liberté, Dix de der, l'Huile sur le feu, le Dessus du panier, Passez donc me voir, le Théâtre de Bouvard, le Petit Bouvard illustré, Boulevard Bouvard*), on se demande où ce diable de petit bonhomme trouve le temps de mener à bien

**Publications F.B.**

*Février 1993.*

**Directrice : Anne Le Pape**

24, rue de l'Amiral-Roussin  
75015 PARIS

*Lettre familière aux derniers  
lecteurs et abonnés.*



**D**EPUIS le *Cahier* sur le professeur Faurisson et avec celui sur l'assassinat de Philippe Henriot, des lecteurs nouveaux nous ont découverts, ou retrouvés. Peut-être n'est-il pas inutile de préciser encore, à leur intention, ce que sont les *Publications F.B.*, leur esprit, leurs activités, leurs formes et leur fond.

Financièrement cette entreprise artisanale, et qui entend le demeurer, ne dépend que de ses lecteurs. Je l'ai créée sans d'autre d'argent que le mien. Au départ : 20.000 francs. Depuis trente mois, toutes nos dépenses ont été couvertes par nos ventes. Nous n'avons pas fait de gros profits. Nous n'avons pas un franc de dette. Tous nos fournisseurs peuvent en témoigner. Il n'y a aucun retard sur la livraison des commandes (sauf, parfois, quand une demande de dédicace les accompagne). Je gère comme les familles se gèraient autrefois : sans crédit, avec modestie et circonspection, en limitant les risques tant que faire se peut. Avec imagination, aussi. On ne peut pas toujours croûtonner.

Humainement, en revanche, les *Publications F.B.* doivent beaucoup. Elles doivent beaucoup à l'amitié, à la solidarité, à la gentillesse, au bouche-à-oreille, au dévoue-

ment, aux concours qui, comme souvent, me furent donnés par les plus humbles. Personne d'important ou de puissant, aucun « superbe » comme disait Jules Romains n'a aidé notre réussite, ni ne s'y est intéressé ! A deux exceptions près, nous n'avons enregistré aucun achat ou abonnement en nombre, venant d'associations ou mouvements amis. Si j'ai créé seul les *Publications F.B.*, elles ne vivent, et ne durent que grâce à la petite équipe qui l'entoure et à vous, nos lecteurs.

---

## LA NOUVELLE RÉSISTANCE

---

Pourquoi ai-je lancé les *Publications F.B.*, à un âge où il eut, sans doute, mieux valu consacrer toutes mes forces aux ouvrages que j'ai encore envie d'écrire ? Pour plusieurs raisons, mais d'abord pour celle-ci. Le matin, quand on frappe à ma porte, j'ignore qui est-ce, mais je sais que ce n'est sûrement pas un éditeur qui vient m'offrir ses services. Depuis douze ans (1981 : *La Table Ronde*), pas un ne m'a proposé sa maison ; sauf Picollec, mais dans le vague, le flou : « On pourrait etc. » Voilà quelques quinze ans Albin Michel me fit tâter pour une de ses *Lettres ouvertes*. J'acceptai. Je donnai même le titre : *Lettre ouverte aux Juifs de France*. Les choses en restèrent là. Comme je ne suis pas aussi têtu que peuvent le laisser croire mes origines et mon comportement, j'ai compris que dans la librairie actuelle, il me fallait m'éditer et me diffuser moi-même, dans un silence de catacombes, qui n'empêcherait pas les poursuites judiciaires.

Ensuite parce que je suis, avant tout, un écrivain de presse, franc-tireur et partisan, faisant le coup de feu pour la Nouvelle Résistance. Sous ma plume le mot va faire sourire. Quand on parle de résistance on ne pense qu'à la résistance à l'occupation allemande. Elle a pourtant pris fin en 1944, même si ses bénéficiaires et leurs descendants



la poursuivent pour les pensions, titres, rentes, subventions, avantages divers, vins d'honneur, vains d'honneur, c'est humain. Mais depuis lors, nous avons connu d'autres occupations. Nous sommes toujours occupés, par des occupants moins visibles que les précédents, mais aussi puissants, aussi redoutables, puisque nous, les résistants d'aujourd'hui, nous sommes obligés de subsister dans une demi-clandestinité.

Réfractaire à l'ordre nouveau établi par les nouveaux maîtres masqués, j'entends tous les jours le vol noir des corbeaux devenir plus compact sur ma plaine. En particulier à la télévision. D'où ce *Cahier*. C'est pourquoi, voulant prolonger l'action qui fut la mienne à *Minute* et *Présent* (entre autres), et qui est la mienne à *National-Hebdo*, j'ai songé aux *Publications F.B.* Pour témoigner, rétablir la vérité des faits, démontrer, réfuter, montrer l'imposture avec l'absurde, le ridicule avec la falsification écrire devenait un devoir. Comme j'ai du plaisir à écrire, je n'ai pas résisté au bonheur de me faire plaisir par devoir.

---

## DES LIVRES SOUS LE MANTEAU

---

Les activités des *Publications F.B.* sont de deux ordres. Il y a d'abord les livres que nous publions et diffusons essentiellement par correspondance. Certains ont été écrits spécialement pour les *Publications F.B.* (*La Terreur, mode d'emploi*), d'autres sont des rééditions, étant devenus introuvables (*Mon après-guerre*). Le dernier en date, paru en décembre, s'intitule *Quand les armes se sont tuées*. La prière d'insérer suffit à le présenter :

Ces rencontres et entretiens avec Otto Skorzeny, Léon Degrelle, le colonel Rémy, Leni Riefenstahl, Arthur Koestler, etc, parurent d'abord en feuilleton dans *Paris-Presse*. Réunis en volume, ils furent ensuite publiés

chez Gallimard sous le titre : *L'Aventure est finie pour eux*.

*Paris-Presse* était alors un quotidien à la mode et dans le vent. Il dépendait de la *Franpar*, groupe de presse dont les dirigeants s'appelaient Robert Salmon, Sam Cohen, Charles Weisskopf (dit Gombault), et surtout Pierre Lazareff. Ce fut celui-ci qui prit le livre dans sa collection *L'Air du Temps* et le présenta au jury du prix Albert Londres.

Pourtant l'Épuration dure et rouge se terminait à peine. Le temps n'était pas à la clémence. Même Koestler était proscrit à Saint-Germain-des-Prés. Son anti-communisme l'y rendait suspect. Tout premier agent de la France Libre qu'il fût, le colonel Rémy avait dû s'exiler chez Salazar, ce « fasciste ». On ne lui pardonnait pas son « Pétain, bouclier de la France ». Alors les autres personnages, pensez-vous... Tant en raison de leurs qualités que de mon engagement personnel, l'entreprise, au départ, n'avait aucune chance d'aboutir. Elle réussit. Ce fut un miracle. Je l'explique dans une préface inédite. Aujourd'hui, il ne pourrait plus se produire. Il serait même inimaginable. Ce sera peut-être un des mérites de ce livre que de faire réfléchir le lecteur sur les progrès que la tolérance, la liberté d'opinion et la réconciliation des Français ont accomplis en trente-cinq ans.

Vous trouverez plus loin les descriptifs de ces livres vendus sous le manteau. J'ai quelques projets pour en agrandir le nombre. C'est le temps qui manque le plus.

---

## MES DERNIERS CAHIERS

---

La deuxième activité des *Publications F.B.* est l'édition de *Mes derniers cahiers*. Tout étant relatif et notre système ne pouvant prétendre à la grande diffusion, la formule semble connaître un certain succès. Ces *Cahiers* traitent de sujets d'actualité ou d'intérêt historico-politique de notre temps, généralement « oubliés », occultés ou

falsifiés par l'idéologie au pouvoir. Ils paraissent en série de quatre *Cahiers*. On peut s'abonner à la série (150 francs) ou acheter au numéro (50 ou 60 francs selon le *Cahier*).

La seconde série est en cours de parution comme vous pouvez le constater et sa marche est aussi sûre que la première. Le n° 1 : *Mais qui est donc le professeur Faurisson ?* est sorti en juin 1992.

Le sujet du n° 4 n'a pas encore été arrêté. J'hésite. Je suis assez tenté par un *Cahier* où la politique ne serait qu'en arrière-plans de nouvelles et récits. Rien n'est décidé.

Cette seconde série a comporté une innovation : le livre de l'invité. Les abonnés pouvaient l'acquérir avec un supplément de 30 francs (180 au lieu de 150). Les non-abonnés le touchaient à 80 francs. Nous sommes satisfaits de l'accueil que les uns et les autres ont réservé à notre ami *Georges Laffly*. Son livret à l'ancienne : *Mes livres politiques*, promenade-flânerie dans sa mémoire-bibliothèque, a beaucoup plu. Preuve que le public des *Publications F.B.* est vaste, divers et connaisseur. C'est une réussite dont nous sommes heureux.

L'invité de la troisième série est déjà connu. C'est François Léger l'historiographe de Taine, que les lecteurs de *Présent* connaissent et apprécient. Son livre sera un petit ouvrage de souvenirs et d'anecdotes sur *Une jeunesse réactionnaire*, au signe de *l'Action Française*, où François Léger tint vers 1938-39, l'importante revue de presse. En écrivant *l'année terrible*, j'y ai eu souvent recours. Son manuscrit est annoncé pour le printemps. Je l'attends avec impatience. Je suis certain que ce sera épatant.

Cette troisième série des *Cahiers* s'ouvrira sur le deuxième et dernier service de *Devine qui viens télé-dîner ce soir ?* Voyez que je ne vais pas chômer.

Tous ces projets dépendent évidemment de la patience du Bon Dieu, et votre fidélité aux *Publications F.B.* Je fais comme si l'une et l'autre m'étaient acquises. Aide-toi le Ciel t'aidera.

Bien à vous

**François BRIGNEAU.**

# BON DE COMMANDE



NOM (en capitales) : ..... PRÉNOM : .....

ADRESSE (en capitales) : .....

.....  
CODE POSTAL : ..... VILLE : .....

— désire recevoir (franco) :

- Mon après-guerre : 180 F
- Mon village à l'heure socialiste : 110 F
- La Terreur, mode d'emploi : 190 F
- L'année terrible : 130 F
- Jules l'Imposteur : 110 F
- Paris : 300 F

- Laffly : Mes livres politiques : 80 F
- Pour saluer Mgr Lefebvre : 50 F
- Un certain racisme juif : 50 F
- Philippe Pétain : 60 F
- La haine anti-Le Pen : 50 F
- Mes derniers cahiers (première série) : 150 F
- Mais qui est donc le professeur Faurisson ? : 50 F
- Le jour où ils tuèrent Philippe Henriot : 60 F
- Devine qui vient télé-dîner ce soir (1) : 60 F

— désire m'abonner à la deuxième série de

*Mes derniers cahiers* :

- Abonnement avec supplément littéraire : 180 F
- Abonnement simple : 150 F

(Rayez les mentions inutiles)

TOTAL

Chèque bancaire ou postal à l'ordre des :

**PUBLICATIONS FB**  
24, rue de l'Amiral-Roussin  
75015 PARIS

ces foisonnantes activités, d'autant plus qu'il fréquente les casinos voire les tripots et qu'il est amateur de curiosités. C'est le premier mystère de Bouvard.

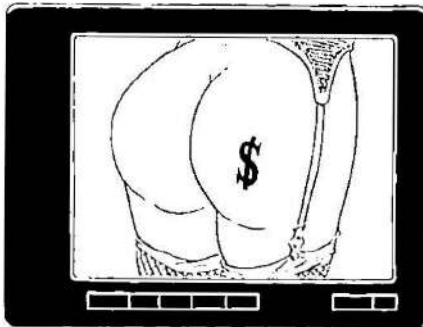
Le second est celui-ci. Comment un homme d'esprit, cocasse, espiègle, vif, auteur de trouvailles ingénieuses et charmantes, auteur de chroniques d'un tour et d'un ton épatants, et de livres de divertissement mais aussi de peintures de mœurs et de portraits, peut être aussi lamentablement porno à la télévision ?

Les *Grosses Têtes* de Bouvard, adaptées au petit écran, sont une des hontes de TF1. On se demande ce qu'en pense son directeur, Patrick Le Lay, lui qui, à propos de *Tenue de soirée* de Bertrand Blier, déclarait :

On ne passera pas des trucs comme ça à l'antenne. C'est lamentable (*La Télé...*, p. 323).

Il est vrai que, parlant également de ce vide-ordures, Lagardère disait de son côté : « J'ai honte pour mon pays. J'espère que ce film ne marchera pas », alors qu'il en était le producteur.

Qu'est-ce qui fait courir Bouvard dans la crotte ? En tout cas, il mérite de plus en plus son surnom de Cochonou. C'est le Bouvard du crépuscule.



## CARREYROU Gérard, *Claude*.

Né à Paris le 10 février 1942. Son père était commis d'agent de changes. Ce qui devait lui laisser des loisirs : à l'époque, l'essentiel de l'activité de la Bourse était souterraine, voire illicite.

Dès la jeunesse, Gérard Carreyrou se révéla travailleur, organisé, ambitieux, très engagé à l'extrême gauche. Etudiant en Sorbonne (licence d'anglais), il milite contre l'Algérie française, entre au PSU et fait partie du service d'ordre. En même temps, il cultive les relations utiles avec les ténors du parti : Rocard, Bérégovoy, Poperen. Ça peut servir...

Professeur aux Lilas, il quittait le lycée pour suivre à partir de 17 h les cours du Centre de Formation des journalistes de la rue du Louvre. Major de sa promotion (1966), il fut envoyé à Grenoble, au *Dauphiné Libéré*, parce qu'il n'avait pas fait son service militaire. Comme July. Comme Giannoli de *Télé 7 jours*. Suite de carrière classique mais construite. Rédacteur puis chef du service politique de Radio-Monte-Carlo. Rédacteur puis chef du service politique, puis rédacteur en chef, puis directeur politique, conseiller du directeur général d'Europe 1.

1987. La nomination d'Elkabbach à la direction d'antenne provoque le départ de Carreyrou. Il gagnait 54 000 francs par mois (année de treize mois) et obtint 1 400 000 francs de dédommagements. En 1988, il entre grâce à Mougeotte à TF1. Editorialiste, directeur de la rédaction, directeur de l'information, il a aujourd'hui évincé Michèle Cotta.

Gérard Carreyrou a épousé une Américaine : Jane Evans. Il possède une résidence secondaire à Shelter Island, New York (Etats-Unis).

Quand vous regardez l'information sur TF1, il n'est pas inutile de se rappeler qu'elle est contrôlée par ce faux bon gros au regard oblique, et que celui-ci est un adversaire des plus déterminés et résolu du Front national.

Après les BBR de novembre 1985 où Jean-Marie Le Pen avait dénoncé le parti-pris contre lui de journalistes comme Ivan Levaï, Jean Daniel, Jean-François Kahn et Jean-Pierre Elkabbach, Gérard Carreyrou décida d'exclure le président du Front de ses émissions. « Je n'ai subi

ni pression, ni suggestion, ni intervention, expliqua-t-il à Patrick Fiolo du *Matin*. J'ai eu moi-même cette idée, j'ai pris moi-même cette initiative et je l'ai annoncée moi-même à l'antenne. J'ai bien entendu fait tout cela avec l'accord de la direction générale et de la rédaction (24 octobre 1985).

Il oublia tout simplement de signaler que c'était lui qui avait ouvert les hostilités. Trois semaines avant les BBR, le 17 octobre de cette année 85, dans l'émission *Parlons vrai*, Carreyrou diffusait une interview de Jean-Maurice Demarquet sur Europe 1. Furieux de n'avoir pas été retenu comme candidat du Front, l'ancien médecin de la famille Le Pen injurait son ami. « Ce gros tas de merde », disait-il, avec sa modération et son élégance bien connues.

La préméditation et la volonté de nuire de Carreyrou étaient d'autant plus manifestes que l'émission avait été enregistrée la veille de sa diffusion. Il avait tout le temps de réfléchir à l'outrance et à la grossièreté. Il fut condamné pour injure à 20 900 francs d'amende. Cela ne devait pas améliorer la nature des sentiments de Carreyrou envers Jean-Marie Le Pen.

## **CAVADA Jean-Marie.**

■ Né le 24 février 1940, à Epinal (Vosges). Orphelin à huit mois. Elevé dans une famille paysanne près de Remiremont. Vocation : en 1956, voyant les chars soviétiques à Budapest. Il sera reporter ! Garçon sérieux, travailleur, observateur, obstiné mais aussi habile et prudent. Entre en 1960 au bureau de l'ORTF à Nancy, puis au bureau général de l'information de

Strasbourg (1964).. « J'y portais les valises des envoyés de Paris », dit-il, trop modestement. Il y apprenait aussi à connaître les différents ressorts d'un métier difficile et complexe. 1969-1972 : collabore à la rédaction de France-Inter. 1972 : sur la deuxième chaîne qui deviendra Antenne 2. Début d'une ascension appliquée et à paliers. Tour à tour : chef du service de politique étrangère, présentateur du journal, présentateur de magazines, rédacteur en chef adjoint, rédacteur en chef. Rédacteur en chef de RTL (1977). Directeur adjoint chargé de l'information de FR3 (1978). Directeur de l'information de TFI (janvier 1981). Février 1982 : malgré la protection de Pierre Mauroy qui l'estime, Georges Fillioud (ministre de l'Information) le met au placard sur pression d'André Harris, directeur des programmes de la chaîne. Cavada démissionne. Il entre dans le privé, directeur exécutif de la société *Parafrance*, des frères Jo et Sammy Siritzky — chaîne de salles de cinéma (283) qui voudrait se tailler un empire dans la télévision. Travaille au projet d'une Téléurope. Chargé de mission, par Robert Hersant pour étudier les différents types de télévisions privées dans le monde. Monte les studios de la 5, boulevard Péreire, en avance technique de dix ans sur les autres studios français. S'éloigne d'Hersant. Directeur de l'information sur A2 (1986). Philippe Guillaume, le versatile PDG d'A2-FR3, le nomme directeur de FR3, puis l'en écarte au bout de trois mois. Cavada ne s'occupe plus que de son magazine *La Marche du siècle* et de ses sociétés de production : *Cinéma communication vidéo* (CCV) et *Théophraste*. Ainsi CCV fournit pour 600 000 francs de documents et matériels à chaque émission de la *Marche du siècle*, laquelle coûte un million à la chaîne. Chiffre d'affaires annuel de CCV : vingt millions (*Capital*, novembre 1991, qui titre son article ainsi : *Jean-Marie Cavada, 70 millions, journaliste et businessman*).

Destins... Les Cavada avaient quitté leur Andalousie pour fuir la guerre, en Espagne. Ils la trouvèrent, avec la mort, en France. Ils furent tués dans un bombardement, au printemps 40. Le petit garçon de quelques mois qu'ils laissaient fut confié à d'humbles paysans vosgiens — cette France française qui donne des boutons à Bernard-Henri Lévy. Un jour, à l'Élysée, Cavada s'entretient avec le président Pompidou. Il lui



fait part de son étonnement devant le divorce qui existe entre le pays réel et le pays légal. Il dit sa crainte d'émeutes futures, provoquées par les difficultés croissantes, l'ignorance de la classe politique et son aveuglement.

— Quel poste d'observation occupez-vous donc qui vous permette de parler ainsi ? demande le président, agacé.

— Je suis le seul ici à avoir gardé des vaches, répond Cavada.

Ni à l'Elysée, ni à la télévision, ils ne doivent être nombreux à avoir été valet de ferme. Mais qui aurait pu prévoir que ce petit paysan, orphelin, Espagnol par le sang, Français par l'enfance et la formation, deviendrait un jour un des très grands professionnels de sa profession et l'un des journalistes les plus riches de France ?

Soyons franc : cette réussite, Cavada la doit à d'éminentes qualités naturelles, à son travail, à son acquis, à sa rigueur et à une compétence toujours améliorée. Mais il la doit aussi à une grande habileté d'esprit qui lui permet de n'affronter jamais les pouvoirs sur l'essentiel tout en donnant une impression d'indépendance. C'est pourquoi, si la carrière de ce visionnaire lucide et pragmatique, moins fragile qu'il peut le paraître, a connu des ralentissements et même des temps morts, elle n'a jamais été gravement sanctionnée, ni bloquée. Cavada est pointu mais souple. Il excelle dans l'esquive offensive, celle qui évite l'affrontement pour progresser. Une technique que le footballeur Platini pratiquait avec beaucoup de bonheur.

Retenons que le producteur, directeur, présentateur de la *Marche du siècle* est, quelle coïncidence, membre du *Siècle*. Le *Siècle* est une association de relations et de rencontres para-maçonniques qu'avait fondée le publiciste Georges Bérard-Quélin, ancien trésorier du Parti radical-socialiste et membre du Grand Orient (Loge : *Eole*). Les dîners, par petites tables composées, rassemblent des industriels, des hommes d'affaires, des journalistes choisis avec soin et des hommes politiques d'horizons différents. C'est au *Siècle* que se cristallisent de surprenantes stratégies, que se traitent des affaires intéressantes et que se négocient des influences et des

appuis. La présence de Jean-Marie Cavada au *Siècle* est une garantie de sécurité pour lui, comme pour ceux qu'il est amené à servir.

## CHAZAL Claire.

Née en 1957, d'une famille auvergnate, qui mérite le détour — comme dit le *Michelin* — car elle n'est pas sans éclairer le personnage de la Christine Ockrent bougnate. Le grand-père Chazal était ouvrier. A Clermont-Ferrand, chez Michelin. Le père (Jean-Marie) et la mère (née Henriette Ribeyre) instits. Lui, poursuivant ses études jusqu'à l'ENA pour devenir haut fonctionnaire, énarque, conseiller-maître à la Cour des comptes. Elle, continuant les siennes jusqu'à l'agrégation de lettres. Cela demande quelques vertus. Politiquement de gauche, bien sûr, mais du XVI<sup>e</sup> (appartement rue Mirabeau ; villa à Deauville : *L'Armorial*).

La fille est de la même trempe, amollie par l'air du temps. Bac C (avec mention), HEC, DEA d'économie (sur la démographie), elle vise l'ENA, rate et ne s'obstine pas. Philippe Tesson lui ouvre les portes du *Quotidien de Paris* où elle s'ennuie. La voici aux *Echos*. La mode la pousse à *Globe*. Elle est trop comme il faut pour y faire plus qu'un tour de valse rose. Puis c'est Antenne 2, où la volonté Chazal (prouver pour se prouver et s'éprouver ; se montrer pour montrer) se manifeste sous un physique de fiancée sage, l'espoir et le repos des belles-doches. Au lieu de pantoufler dans son service d'économie, elle se pousse, fait des remplacements, cherche à paraître à l'antenne, y parvient. Son air convenable, souriant, avec un œil brillant, jolie même mais pour le théâtre, plaît. On remarque sa ligne toute en jambes. (Elle aurait voulu être danseuse, sa seule folie !) Journaux du matin. Journaux du week-end. Elle gagne 20 000 francs par mois. La 5 la veut. Malgré quelques tacles de Bourges, c'est TFI qui l'obtient, avec 40 000 francs de rallonge. Ce n'est pas Dior qui se plaindra. La célèbre maison a misé sur elle depuis

le début. Ce n'est pas le téléspectateur qui s'en plaindra non plus. Au contraire. Pour l'œil, c'est beaucoup plus réjouissant que Ladislas de Hoyos, la victime de ce rajeunissement des cadres. Pour l'esprit, ça n'est pas pire. Au contraire.

Dans les interviews qu'elle a donnés un peu partout, Claire Chazal s'est appliquée à montrer d'elle-même une image conforme aux modes du temps.

Comme il n'y a plus que les curés qui se marient, elle avoue n'avoir pas épousé l'homme de sa vie, en tout cas de son lit, avec qui elle vit. Un nommé Jacques, employé à l'INSEE.

Comme la mode est au consensus, Claire Chazal déclare détester les affrontements, les coups de gueule, les querelles. Elle veut être aimée. En douceur.

La pauvre a donc dû beaucoup souffrir quand elle a été prise dans la tourmente qui soufflait contre PPDA. En automne 90, le magazine de celui-ci : *Droit de savoir*, lance une enquête sur les affaires qui gênent le pouvoir (*Urba*). Une autre, sur le patrimoine et la fortune des hommes politiques allume l'incendie. Patrick Poivre d'Arvor raconte :

On me téléphone. L'interlocuteur n'est pas n'importe qui. « Puisque vous voulez la guerre, vous l'aurez. » L'avertissement a le mérite d'être clair. Commence alors une série d'intimidations, portant sur les divers aspects de ma vie qui ne méritent pas qu'on s'y attarde. J'ai depuis découvert, à la lumière de l'expérience de Philippe Guillaume et d'autres, comment on s'y prend pour écœurer les gêneurs. Dans ces cas-là, le zèle de ceux qui pensent faire plaisir aux puissants ne connaît pas de limites. Leurs méthodes non plus. Je voudrais juste dénoncer celles qui ont trait à la vie privée. Le 23 décembre 1991, on m'apprend que *Voici*, ce magazine à grande diffusion dont le succès tient à ses révélations sur la vie privée de personnages publics, consacre sa couverture à une idylle qui se serait nouée entre l'une de mes consœurs et moi [...] « le roman d'amour de deux stars de la télévision » et, au cœur du journal, entourées de photos fort peu suggestives, deux pages d'une grande mièvrerie mais qui supposent un compte-rendu policier de nos activités, heure par heure,

minute par minute, un suivi précis de notre emploi du temps. Les dates des prétendus déjeuners étaient fausses, le montage grossier, mais l'objectif était atteint : semer le doute, laisser planer un parfum de scandale, sans se soucier du mal fait à d'autres en cette veille de Noël. Je décide de porter plainte, comme ma consœur. J'apprends alors que deux paparazzi, connus dans la profession, ont bénéficié de l'aide de trois enquêteurs de services parallèles spécialisés dans ce genre de besogne et qu'ils ont vendu leur reportage à *Voici*, alors que *Paris-Match* l'a refusé.

Nous avons attaqué *Voici* et gagné en première puis en seconde instance, malgré de claires menaces de représailles pour le futur. Le magazine a été lourdement condamné et s'est même vu contraint de publier la condamnation en couverture [...] Le mal était fait et, croyez-moi, dans ces cas-là, les conséquences intimes et familiales sont indélébiles (Patrick Poivre d'Arvor : *Un métier, une passion*. Entretien avec Françoise Verny. Flammarion).

La manière dont Claire Chazal a résisté à l'épreuve, alors qu'elle reconnaissait fuir l'adversité par tempérament, mérite l'estime, même si, par ailleurs, il y aurait beaucoup à dire sur le regard qu'elle porte sur notre temps.

## **CLOSETS (de) François.**

Né le 25 décembre 1933 à Enghien-les-Bains. Vieille noblesse normande, mais ruinée. Son grand-père fut directeur des chemins de fer des Indes, mais fit de mauvaises affaires personnelles. Son père, touche à tout, donné comme professeur par le *Who's Who*, eut les plus grandes difficultés à élever ses huit enfants. François de Closets quitta la maison paternelle après son bac à 17 ans. Il n'en pouvait plus de supporter la misère. Diplômé de Sciences Po, docteur en Droit, il ne rêve que de littérature, mais entre à l'AFP : on a besoin d'un journaliste scientifique. Il s'y met, en dominant tout de suite les techniques de la documentation. Si Emma-

nuel de La Taille est chassé de l'ORTF en 1968, de Closets y entre en 69 et va, très vite, en devenir une des vedettes. Sur TF1 d'abord, Antenne 2 ensuite, à nouveau TF1, et retour en septembre 1992 sur France 2. Ses magazines scientifiques et sociaux (*L'Enjeu*, *Médiation*, *En savoir plus*) font autorité auprès d'un large public. Pourtant son activité préférée est l'écriture : dix livres en vingt ans, dont certains connaissent des succès pharamineux : *Toujours plus*, 1 million et demi d'exemplaires vendus. Cela lui permet d'accepter des mensualités relativement modestes de TF1 (50 000 francs, selon Roucotte) et de refuser les « ménages ».

Enquêteur solitaire et perfectionniste, vulgarisateur éclairé et talentueux, contempteur des idées reçues et des vérités établies, à la condition que leur réfutation ne soit pas suicidaire (tout le monde n'est pas Faurisson), voici une des figures les plus originales de la télévision — dont il disait lui-même qu'elle était le domaine « de la sous-culture commercialisée ». En apparence François de Closets appartient à *l'intelligentzia de gauche*. Sinon Véronique Neiertz ne lui aurait pas demandé d'accepter la présidence de la *Réforme de l'efficacité de l'Etat*, il n'écrit pas à *l'Événement du jeudi* et sa seconde épouse, Janik Jossin, n'aurait pas occupé les postes de direction qui furent les siens à *l'Express* et au *Nouvel Obs*.

Il n'empêche qu'en 1982 et 1985, en plein conformisme mitterrandien, François de Closets a publié *Toujours plus* et *Tous ensemble pour en finir avec la syndicalie*, qui firent grincer bien des dents socialistes et syndicalistes. Dans *La France et ses mensonges*, il a même osé faire cette proposition parfaitement réactionnaire : « **L'idéal serait que tout se paye et même les soins et l'éducation.** »

Ce qui est le bon sens même, mais un bon sens décapant, dangereux, impossible à faire admettre dans la démagogie actuelle et la sacro-sainte protection des privilèges acquis.

La force de François de Closets, c'est le sérieux de son travail d'investigation. Son adresse, c'est de ne pas dire tout ce qu'il a découvert, d'en garder sous le coude et de le faire savoir, ce qui freine les protestataires. C'est aussi d'avoir la souplesse de ne pas aller jusqu'au bout de ses raisonnements ;

de tourner brusquement le dos à la réalité qu'il vient de mettre en lumière ; d'abandonner la logique pour l'illogisme, le précis pour le flou.

C'est ce qui est arrivé avec le problème de l'immigration et particulièrement de l'immigration africaine. Je lis sous sa plume :

Le marxisme avait [...] relégué à l'arrière-plan les modes d'identification traditionnels : la tribu, la race, la religion, la nation, etc... L'effondrement du communisme les fait ressurgir, au moment même où les Français s'interrogent sur la présence effective et l'arrivée possible de populations différentes. Or la classe dirigeante n'est pas capable de formuler clairement les choix et les enjeux. C'est ainsi qu'elle fait naître l'angoisse d'une situation incontrôlée, d'une société non plus bloquée mais débrayée. [...]

Toutes les enquêtes le prouvent, les FDS, les « Français de souche » — c'est-à-dire souvent d'origine espagnole, polonaise, italienne ou autre — ressentent d'une manière particulière les personnes d'origine maghrébine ou africaine. Ce sentiment d'une forte altérité se constate partout et se manifeste très concrètement dans les comportements. Mais qu'est-ce qu'une « personne d'origine maghrébine ou africaine » ? Légalement, cela n'existe pas. Mieux même, il s'agit d'une notion délicate réprimée par la législation antiraciste [...]

[Cette] notion d'altérité est lourde de dangers, c'est vrai, mais également de réalité. En la bannissant, on ne la fait pas disparaître, mais on se prive de moyens pour les combattre [...]

Suffit-il de vivre en France ou d'y naître pour hériter de son histoire et de son patrimoine ? Toute réponse inappropriée crée un « malaise », le terreau fertile où poussent les voix lepénistes.

Les Français ont le sentiment légitime que ce pays leur appartient. C'est leur domicile collectif, pendant de leur domicile particulier. Cette notion de « chez soi », fondamentale pour l'équilibre psychologique, signifie bien qu'il y a une porte, et que le propriétaire en est le maître. Accepterait-on de vivre dans un moulin ouvert à tous les vents avec l'obligation d'accueillir tous les voyageurs ? Cette appropriation à la fois spatiale et historique du territoire n'est pas exclusive de l'hospitalité, au contraire, elle en est le préalable. Quand

va-t-on expliquer clairement aux Français et démontrer dans les faits que ce pays est le leur, qu'il n'est pas un espace ouvert aux courants d'immigration et qu'on n'en franchit pas la porte sans l'accord du propriétaire [...]

Quand on en arrive là du discours de François de Closets, l'émotion vous gagne et la stupéfaction vous pétrifie. Cet aristocrate câblé, ce provocateur adroit, sorti de Sciences Po et pas tombé de la dernière pluie, ce privilégié dénonciateur des privilèges et des droits sociaux, ce chasseur de fromages mais lui-même affiné dans les caves du vidéordures, comment a-t-il l'inconscience de penser comme Le Pen ? Car le bougre ne mollit pas. Il avance droit dans le champ de mines. Il ajoute :

Il ne suffit pas de dire, comme Laurent Fabius que Le Pen « *apporte de mauvaises réponses à de vrais problèmes* ». Il faut reconnaître que Le Pen pose les problèmes et que les autres partis ne font que les fuir [...] Ceux qui l'écoutent, et qui n'adhèrent pas forcément à ses solutions, ont le sentiment qu'il appréhende mieux le réel que ses adversaires. Et lorsqu'enfin on admet les notions de « seuil de tolérance » ou de « frontières fermées », on semble faire une concession à ses thèses plutôt que simplement prendre acte d'une réalité (*L'Événement du Jeudi*, 3 janvier 1991, pp. 52/53).

Quand on en est arrivé là, quand on possède le poids médiatique, l'audience de François de Closets, si la télévision est libre et si l'on est celui qu'on prétend être, on n'a pas le droit de fuir ce débat capital, on n'a pas le droit de ne pas demander, aux responsables de la loi antiraciste, devant des millions de téléspectateurs, pourquoi ils occultent la réalité et au profit de quels calculs. On se doit de demander aux hommes politiques pourquoi ils fuient les vrais problèmes que Le Pen est seul à poser. On se doit de demander à Le Pen son avis sur ce phénomène de censure, de fuite, de dissimulation et d'étouffement.

Une des formules favorites de François de Closets est celle des révisionnistes, qui disent : l'ennuyeux, avec la vérité, c'est que, quand on la cherche, on la trouve.

L'ennuyeux avec François de Closets, quand il a trouvé la vérité, c'est qu'il n'est pas certain qu'il la dise. A la télévision, tout au moins.

## COLLARO Stéphane.

Né le 23 mai 1943, à Neuilly-sur-Seine, dans une famille de bonne bourgeoisie catholique. Le grand-père, Bienaimé, fut médecin à Constantinople. Le père, Etienne, élevé à l'institution Notre-Dame-de-la-Recouvrance de Saintes, obtint une licence de lettres et une autre de Sciences, avant de devenir directeur commercial, directeur, PDG de firmes importantes (Massey-Ferguson, etc). Stéphane fit aussi d'assez bonnes études, mais mouvementées, si l'on en croit la liste des établissements fréquentés (Stanislas, Saint-François-Xavier, Carnot, Condorcet, Faculté de Droit de Paris) avant de se lancer dans le journalisme télévisé. Sans grande réussite, semble-t-il. En 1974, lors de la réforme, ni Chapatte, ni Georges de Caunes ne le retiennent au service des Sports, où il essayait, depuis huit ans, de s'imposer dans le téléreportage des courses d'automobiles et de chevaux. Cet échec est un coup de chance. En chômage sur la plage de Pornichet, près de la Baule, où ses parents possèdent une villa (sa mère est bretonne), Stéphane Collaro découvre Jacques Martin et sa voie : il sera amuseur. La réussite viendra vite. Aujourd'hui, il est le PDG de Julia production (du prénom de sa fille), la firme qui produit le *Bébête show*. Chiffre d'affaires : 30 millions par an.

Quels que soient ses défauts, au premier rang desquels il convient de placer la vulgarité — « Refuser la vulgarité, c'est faire des émissions qui sont en dehors de la réalité », dit-il à *Télérama* (12 septembre 1984) — et si affligé-agacé qu'on puisse être parfois par le procédé, il est indéniable que le comique de Collaro s'inscrit dans une certaine tradition du rire français, un rire gras, fait de dérision, d'outrances, de



masques et de grimaces, mais aussi d'une réelle gaieté naturelle, spontanée, jaillissante, bon enfant. C'est le comique des bateleurs marchands de gaudrioles du Pont-Neuf, adapté aux mœurs, à l'esprit de cette fin du XX<sup>e</sup> siècle et modelé pour la télévision.

Collaro, c'est le rigolo amateur de farces et attrapes, le boute-en-train que l'on invite aux noces et banquets, devenu professionnel grâce au phénomène du petit écran. C'est le fils de Francis Blanche et de Pierre Dac, donnant à la radio les images de la télé, comme jadis le cinéma parlant avait apporté la voix aux images du muet. La filiation est tellement évidente que Collaro a commencé par les feuilletons radio-phoniques avant de les imaginer à l'antenne et que les joyeux drilles des *Cocoricocoboy*s s'appelaient, entre eux, les *Déconocrates*. Le numéro 1 en était déjà Roucas. Collaro l'avait remarqué dans un modeste cabaret de Nice et deviné ce qu'il en allait tirer. Car l'animateur du *Bébête show* n'est pas seulement un gugusse, c'est aussi un chef de troupe, un organisateur, un homme d'affaires. Quand Roucas se mit à jouer *L'abbé noir qui fuit*, le ton était trouvé. Les personnages de *Tous les chemins mènent à rhum*, *Sheila-lutte finale*, *L'Ermite errant*, *Cherakam le Rouge*, *Simone Veil au grain* annonçaient ceux du *Bébête show*. Nous aurions pu nous amuser, comme les autres, si, brusquement, *Frankenpen* n'était apparu.

C'était Le Pen, en Dracula, coiffé d'un casque à pointe. Il arrivait, accompagné d'un bruit de bottes. Il parlait avec un accent teuton à couper au couteau, de tranchées, bien sûr. Là il n'était plus question de rire. La volonté de salir et de nuire était évidente. La parodie burlesque rejoignait la grande campagne de diffamation et de dénigrement organisée, dans tous les domaines, contre le Front national et son président. La preuve en fut apportée au procès que Jean-Marie Le Pen fit à Collaro. Qui celui-ci prit-il comme défenseur ? Kiejman ! C'était l'avcu.

Sans doute *Frankenpen* tomba-t-il dans la trappe. Il fut remplacé par *Pencassine*. Le dessein de véhiculer dans l'opinion une image de Le Pen nazi n'en fut pas escamoté pour autant.

En 1987, *Collarococoshow* est passé sur la 5. Le 24 octobre, il présente aux téléspectateurs et téléspectatrices émoustillés une pseudo-interview d'un certain Jean-Marie La Pine. Quelle trouvaille ! On se demande où Collaro va chercher tout ça ! C'est un borgne, coiffé comme le président du Front. Pure coïncidence, sans doute. Jean-Marie La Pine a une mère. Celle-ci est restée figée dans le salut hitlérien depuis 1940. Son chien s'appelle Adolf. La Pine possède une chambre de tortures comme d'autres une salle de culture physique ou une bibliothèque. Il demande à ce qu'on lui apporte sa « gégène ». Pour s'amuser. Il déclare que les immigrés doivent être reconduits à la frontière, « sur la mer », etc.

Ici, il est évident que le gugusse a craqué. Il y a une raison profonde à cette bassesse. Nous sommes à six mois de l'élection présidentielle, c'est-à-dire dans la période où les militants courent la campagne pour collecter les 500 signatures de maires indispensables à la candidature. Tout est donc mis en œuvre pour essayer d'empêcher que Le Pen les obtienne. Brave petit pioupiou du show-biz, Collaro participe de son mieux à l'hallali. Il n'a sans doute jamais lu une ligne de Jean-Marie Le Pen, ni des écrivains, penseurs, philosophes, sociologues, réformateurs politiques qui appartiennent à sa famille d'esprit. Il ne s'est jamais donné la peine d'écouter en entier un discours de celui qui, quelque jugement on puisse porter sur lui, restera comme un des plus grands orateurs du temps. En vérité, il ne sait rien de Le Pen, de ses idées et de ses sentiments. Mais cela ne l'empêche pas d'être contre. Radicalement contre. Hostile en bloc et en totalité. Cela ne l'empêche pas de ne reculer devant aucune infamie, aucune bassesse pour le montrer, parce que c'est la mode et qu'à la télévision ne pas obéir à la mode c'est se condamner à la mort. La politique semblait le cadet des soucis du Collaro que j'ai rencontré. Il cachait sous un enjouement, qui n'était pas forcé, et une intelligence joyeuse, ces dispositions à la servilité. Mais l'aplatissement d'un homme s'explique souvent par l'instinct de survie. La télévision ne pourrit pas que ceux qui la regardent.

## COTTA Michèle, Charlotte, Alice.

Née le 15 juin 1937, à Nice. Son père, Jacques, conseiller juridique et fiscal, appartenant à la SFIO, devint maire provisoire de Nice à la Libération. Il remplaçait Jean Médecin, coupable d'avoir voté les pleins pouvoirs au Maréchal en juillet 1940. Jacques Cotta fut d'ailleurs un des grands et vertueux épurateurs de la région niçoise. C'est peut-être pour-quoi le premier livre de Michèle s'intitulait *La Collaboration 1940-1944*. C'est un ouvrage très précieux. On y apprend à écrire l'histoire. Ainsi, parlant du procès de Jean Loustau, un journaliste qui fut volontaire à l'Est, Michèle Cotta racontait que celui-ci avait été condamné à mort et fusillé. En 1964, quand le livre parut, Jean Loustau était rédacteur-en-chef de *Valeurs actuelles*, l'hebdomadaire de Raymond Bourguin. Il ne put jamais obtenir de rectification. Que serait-ce si Michèle Cotta n'avait pas obtenu un doctorat en recherches et études politiques ?

Journaliste à *L'Express*, au *Point*, à Europe, créatrice d'un certain journalisme politique féminin où la séduction facilite l'investigation, Michèle Cotta est un personnage très répandu et apprécié. Mariée à M. Tchou, qui éditait des livres licencieux, jadis vendus sous le manteau, et dont elle devait divorcer, elle fut présidente de *Radio-France*, de la *Haute Autorité*, et directrice de l'information de TFI.

Michèle Cotta a quitté ce dernier poste l'automne 1992, victime, semble-t-il, de l'inimitié que lui portait le « clan » Mougeotte et particulièrement Gérard Carreyrou. Comme à son habitude, elle n'a pas fait d'éclats. Elle devait se souvenir de cette scène brève, mais terrifiante, que rapporte Yves Roucaute :

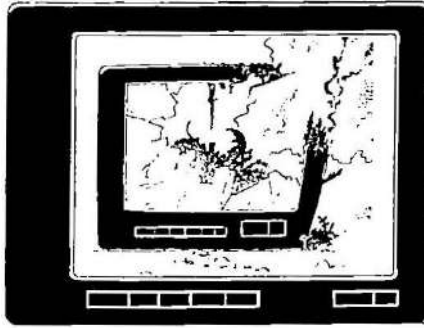
7 h 55, un jour de juin 1988 : le comité exécutif de TFI se réunit comme tous les mardis matins. Il doit commencer à 8 heures. Yeux et voix de Francis Bouygues, le propriétaire des sols, Patrick Le Lay arrive. Événement curieux, il n'entre pas. Il se renseigne. Christine Ockrent est-elle là ? Arrivée un peu

en avance, la « reine » est déjà installée dans la salle. Il l'appelle. Elle sort et le rejoint dans le couloir. Discussion brève. 8 heures : Christine Ockrent entre à nouveau. Sans un mot, sans un sourire, sans un regard, debout, elle range ses affaires. Du coin de l'œil les présents l'observent, interloqués. Il y a là [...] Etienne Mougeotte, Anne Sinclair, Michèle Cotta [...] La directrice générale adjointe de TF1 [Ockrent] sort. 8 h 05 : Le Lay annonce aux participants : « J'ai demandé à madame Christine Ockrent de ne pas assister à ce comité. Dorénavant elle n'en fait plus partie. » Il se tourne vers Renaud Girard : « Quel est l'ordre du jour, Renaud ? » La réunion se poursuit normalement. Le « capital » vient de frapper (*Splendeurs et misères des journalistes*).

Michèle Cotta n'aura pas voulu risquer une pareille exécution. Elle a préféré glisser. Le chômage ne la menace pas. Son réseau de relations est fourni et divers. C'est Pierre Mauroy qui la poussa à la présidence de Radio-France. C'est André Rousselet, le futur PDG de Canal +, alors conseiller de l'Élysée, qui la recommanda au président de la République pour présider la *Haute Autorité*, que François Mitterrand présenta ainsi : « *La clé de voûte du nouvel édifice audiovisuel, le signe le plus visible de la rupture avec le passé* ». De son côté, Chirac l'appelle Chouquette. Il lui claque la bise. Il la serre dans ses grands bras. Quinquagénaire mais mutine, Michèle Cotta se dégage en riant. Elle sait y faire. Michèle Cotta est une des rares femmes introduites au *Siècle*. Une fois par mois, place de la Concorde, dans les salons de l'Automobile-club, elle y retrouve Jean-Marie Colombani, François-Henri de Virieu, Maurice Ulrich, Jérôme Monod (M6), Ambroise Roux, Pierre Moussa, etc. Quand la disgrâce arrive, elle est parée. On l'annonce en route vers l'AFP. Il serait surprenant qu'on ne la retrouvât pas bientôt à la télévision. Avant Hervé Bourges, ne fut-elle pas donnée à la présidence générale d'Antenne 2-FR3 ? Où se trouvent maintenant déjà ses protégés, Serge July et Philippe Alexandre, dont le départ de TF1 annonçait sa retraite.

Au jeu de l'oie télévisé, ce sont toujours les mêmes dés qui renvoient dans les mêmes cases les mêmes personnes pour

qu'elles continuent à dire les mêmes mots et à montrer les mêmes images dans le même but.



## DEHAVANNE Christophe.

Né le 13 janvier 1958 à Paris (XVIII<sup>e</sup>) dans une maison mitoyenne de celle du *Lapin Agile* — haut lieu de la vieille chanson anarcho-montmartroise. Gamin de Paris, vif-argent, turbulent, insolent, d'une inculture maraîchère, mais du flair, du toupet, le bagout du camelot et, en cas de pépin, le démarrage d'un marchand à la sauvette coursé par la maison Poulaga. Petits boulots. Radio 7 FM. Participation à *Gadgets*, une émission de Denisot sur Canal +. Antenne 2 : « C'est encore mieux l'après-midi », où il va se rhabiller comme les pépées qu'il montrait. TFI : *Panique sur le 16*. Ciel mon mardi, gros succès de scandale et d'audience. (Meilleure émission : celle où Jacques Médecin, depuis l'Amérique du Sud, régla leur compte à ses accusateurs. La plus basse [il y a le choix] : celle sur l'extrême droite et le révisionnisme, où la LICRA fit la loi. Un des collaborateurs de Dechavanne, Michel Field, ancien militant d'extrême gauche, ex-membre des Comités d'Action lycéens, déclara : « Sur cette question on ne parle pas, on cogne. ») Aujourd'hui *Coucou... c'est nous*, quotidien, patouillé et lugubre.

Il y a quatre ans, Dechavanne, qui avait commencé à 16 000 francs par mois, en gagnait entre 200 et 240 000. Il a fondé

une société, *Coyotte productions*, qui vend des animations et des émissions (Exemple : *Combien ça coûte*), chiffre d'affaires en 1990 : 60 millions. Christophe Dechavanne est domicilié à Saint-Cloud (locataire) et possède une maison de campagne dans l'Orne.

Il se dit : ni de droite, ni de gauche, mais d'humeurs et surtout de modes. Il réagit à ce dont on parle, ce qui est la marque d'un bon journaliste, mais n'a pas la carte de presse. Cela lui permet de monnayer sa notoriété dans des concours de beauté, sur les conseils d'un imprésario nommé Jean-Luc Benguigui (défilés de lingerie ; shows lesbiens ; catch féminin, etc).

Christophe Dechavanne, lui, se déclare plus pudique. Avec des nuances toutefois.

« Grosso modo : je n'ai pas l'habitude de montrer ma quéquette à tout le monde [...] (Pourtant) le graveleux, moi, j'adore ça. Je suis très pipi caca boudin toute la journée. J'aime bien être grossier, mais pas être vulgaire (sic) [...]

**Question :** *Vous êtes à l'aise dans le PAF(1) ?*

**Réponse :** Quand ça marche bien, évidemment. Parce que je peux rouler des mécaniques, que je suis un rigolo et que je peux balancer deux ou trois cochonneries (*France-Soir*, 3 mai 1991. Propos recueillis par Philippe Bourbeillon).

Quand ça marche mal, Christophe Dechavanne fait moins le flambard. Il le reconnaît : il craint les coups et a peur de la violence physique. En 1989, pour se venger d'un article que Thierry Leclère écrivit sur lui dans *Télérama*, Dechavanne lui donne rendez-vous aux *Comédiens*, un bistrot des Buttes-Chaumont, en face des studios de la SFP. Il en profite pour lui flanquer une tarte à la crème en pleine tête puis, sans attendre que Leclère se nettoie, détaille comme un lapin.

En 90, pour la centième de *Ciel mon mardi* (dont le vrai titre aurait dû être *Ciel mon merdier*), un invité dérape. C'est Christian Clavier, du *Splendid*. Le sketch convenu tourne à l'aigre, et même à l'acide. Clavier injurie Dechavanne. Il le saisit au colback. Il le secoue comme un prunier. Le Zorro de

TF1 essaye de fuir, à quatre pattes, en poussant des cris de minette frictionnée. Clavier le rattrape. Il lui verse sur la tête la moitié d'un kil de gros rouge et le tapisse de munster.

— J'en ris encore, dit Étienne Mougeotte (*Le Parisien*, 22 octobre 1990).

Ce qui explique la qualité de ses programmes.

Christophe Dechavanne, lui, est plus lucide. Après s'être reconnu « un peu gonze, sensiblounet et fragilou », il ajoute :

— Je n'accepterais pas d'être l'invité de *Ciel mon mardi* (*Libération*, 5 novembre 1990).

On le comprend.

Un bon point : malgré l'environnement, Dechavanne refusa d'aller témoigner pour Bedos contre Jean-Marie Le Pen et appela Tapie : « un expert en manip... »

(1) Paysage audiovisuel français.

## DENISOT Michel.

Né le 16 avril 1945 à Buzançais (Indre). Père (Marceau) : garagiste-mécanicien ; mère : fonctionnaire. Lycée Jean-Giraudoux, à Châteauroux. Journaliste de vocation. Premiers papiers au quotidien de Châteauroux vers quinze ans. Ensuite : Radio-Limoges, télé locale, FR3, TF1, lente progression, sans relation, sans piston, à la force du poignet et du talent, grouillot, coupeur de dépêches, porteur de boissons fraîches, remplacements, puis assistant de Mourousi au journal de 13 h, et de Denise Fabre, *Télé-foot*, etc. Remarqué par Pierre Lescure qui l'entraîne à Canal + . Il va s'y imposer et devenir un des dirigeants de la chaîne à péage.

Certes Michel Denisot s'est inspiré de ce qui se faisait aux USA. Il n'empêche que par leur ton, leur style, le choix des sujets, les émissions qu'il a créées : *Demain*, *Zénith*, *Mon*

*Zénith à moi, Télé-Dimanche*, ou celle qu'il a inspirée et parrainée, comme *La Grande Famille* (magazine quotidien de 12 h 30 à 13 h 30 sur Canal + décrypté), procèdent d'une télé nouvelle. La politique directe y est pratiquement absente. Rassurez-vous, l'indirecte, l'insidieuse y est aussi présente qu'ailleurs, coulant dans le même sens, et le mini-journal d'Erik Gilbert et compagnie est carrément cosmopolitogauchiste. M. Rousselet (voir ce nom) sait trop ce qu'il doit à Mitterrand pour permettre des dérapages. Pourtant on y respire un air différent, même si les problèmes de société tournent un peu trop autour du pot — je veux dire du pot de chambre. Denisot retient d'abord l'attention par la qualité de ses collaborateurs comme Jean-Luc Delarue, la révélation de 92 ; Jean-Pierre Coffe, l'artiste qui chante les artisans ; ou Mlle Mauléon, chargée des offres d'emploi et qui sut si bien, l'été dernier, nous promener dans une France profonde, qui n'était pas de carte postale. Tout cela est sympathique, jeune, naturel, bien fait et professionnel tout en ayant l'air improvisé. L'inspiration demande toujours beaucoup de préparation.

## **DOROTHÉE** (*Frédérique Hosché, dite*).

Née le 14 juillet 1953 à Paris. Origines bretonnes. Bonne bourgeoisie catholique. Elevée chez les Sœurs. A 17 ans, préparait son bac philo, chantait de vieilles chansons françaises, et rêvait d'être la vedette d'un film musical avec Fred Astaire (qui aurait pu être son papy), quand Jacqueline Joubert la découvre. Frédérique a du charme, une jolie voix, de bonnes manières, une volonté à toute épreuve. Joubert lui ouvre les portes de *Récré A2*, une émission pour les jeunes, dont elle a la responsabilité. Mais Frédérique rencontre deux managers avisés. Aujourd'hui, elle est devenue la directrice de l'Unité jeunesse de TF1, l'Usine-Dorothée : 18 heures d'émissions par semaine, 1200 par an à 150 000 francs l'heure. 47 % des parts de marché de TF1. Explications.



Le premier manager s'appelle Claude Berda. Il s'occupait de gestion chez son père qui fabriquait des jeans pour les marchands de fripes du Sentier. Le second se nomme Jean-Luc Azoulay (nom très répandu chez les sépharades d'Afrique du Nord). Après de vagues études de médecine, il avait glandé dans le show-biz. Secrétaire de Sylvie Vartan, il pénétra dans les coulisses de stress et de strass où les traîne-lattes dans la débîne côtoient les rois de l'affiche. Il apprit à régler les lumières, tapoter sur un piano et conduire un enregistrement. L'avenir se dessinait.

Berda et Azoulay mirent leurs connaissances en commun pour créer la société *AB productions*. La première vedette de la société *AB* avait été le pape, dont les sermons, diffusés par Radio Vatican furent lancés en disques par Azoulay. Les affaires sont les affaires. La seconde fut Dorothée.

Sur l'impulsion de Berdazoulay, elle quitte Jacqueline Joubert et A2 où elle « souffrait tant ». [?] Elle passe chez Bouygues qui vient d'acheter TF1. Elle plaît à l'empereur du béton. Il en fait la directrice de l'Unité de Jeunesse. Mais c'est *AB productions* qui fabrique les émissions et qui les vend à des prix défiant toute concurrence. Comment ? En travaillant à la chaîne, en taylorisant, en faisant tout faire par une équipe réduite : les costumes, les décors, les sketches. Les Musclés, quatre musiciens d'un orchestre de bal, assurent la partie sonore et font de la figuration. Azoulay change de casquette. Il devient Jean-François Porry pour écrire les chansons de Dorothée dont on ne sait ce qu'il faut plus admirer : l'élévation de la pensée, le bonheur d'expression, la science de la rime, le sens du rythme, le don d'évocation. Voici quelques exemples pour vous aider à faire votre choix :

### **La France**

*Vive la France, vive l'amour, vivent nous / Vivent les filles  
qu'on prend sur nos genoux / Les copains qui viennent boire  
un petit coup / Dimanche matin ça fait du bien / Nous on  
est fiers d'être français.*

### **Merguez partie**

*Reste pas seul dans ton coin / Viens boire un petit coup  
(bruits de bouchon). Tes soucis sont bien loin.*

### **La Musclada**

*Arriva la gonzessa / Ma che elle est superba / Bougea son petit derrière / Et la température monta de 20 degrés.*

### **Yoddle tyrolien**

*Il y a ici des choses que tout le monde nous envie / Les bons petits vins et toutes nos jolies filles / Nos villes et nos compagnes, nos femmes et nos montagnes / C'est pour cela qu'il ne faut pas craindre de dire tout haut :*

### **Refrain**

*Bien sûr les Américains sont allés sur la lune / Mais nous on se sent si bien dans les bras d'une brune. / C'est vrai que les Italiens descendent des Romains, / Nous on préfère descendre doucement au creux de vos reins.*

Rappelons que le créneau d'âge du public de Dorothée va de zéro à quatorze ans. Ce Azoulay-Porry a dû être un gamin précoce. C'est sans doute ce qui l'a empêché de lire les poètes.

Une autre recette d'*AB Productions* pour abaisser les coûts est d'acheter japonais (*Goldorak*, *Biomani*) et de multiplier les activités dans 10 000 m<sup>2</sup> de bureaux, d'ateliers et de studios construits avenue du Président-Wilson à la Plaine-Saint-Denis. C'est là que se tournent les films et que se font les disques : 13 millions vendus ; les albums de vignettes ; les cassettes-vidéo. C'est là que se fabrique le journal : *Dorothée Magazine* (tirage : 150 000 exemplaires). C'est là que se préparent les jeux, les « sit-com », les émissions du *Club Dorothée*, les tournées, les spectacles comme celui de Bercy : 150 000 spectateurs en onze représentations. Bref, c'est ici que bat le cœur du trust de la Madonna des mômes, dont *Capital* écrit :

*AB est une société très prospère et... très secrète. Le chiffre d'affaires que Jean-Luc Azoulay nous a indiqué (150 millions pour 1990) est vraisemblablement très inférieur à la réalité (Novembre 1991).*

Songez-y, chers parents, quand pour faire plaisir à vos petites têtes blondes, vous inviterez Dorothée à télé-petit-déjeuner ou à télé-goûter, et réfléchissez à cette phrase :

« Claude Berda et Jean-Luc Azoulay sont à la jeunesse ce que Gérard Darmon est au foot-ball. » Elle n'est pas de moi mais de l'*Événement du Jeudi* dont le fondateur fut M. Jean-François Kahn.

## **DRUCKER Jean.**

Né le 12 août 1941 à Vire (Calvados) d'Abraham Drucker, juif roumain, docteur en médecine, et de Madame, née Lola Schafler, juive autrichienne. Brillantes études. Sciences Po. ENA. Chargé de mission aux Affaires culturelles dont le ministre est André Malraux. Carrière en souplesse d'un grand commis de l'Etat. Conseiller technique de l'ORTF. Adjoint de Roland Dhordain, directeur de la première chaîne, puis de Jacqueline Baudrier. Chargé de mission à la Société Française de production. Vice-PDG à RTL. Nommé à la présidence d'Antenne 2 en 1985. Remercié en 1986, Chirac Premier ministre, et remplacé par Claude Contamine. Nommé en 1987 (Premier ministre toujours Chirac), président de Métropole TV6, la sixième chaîne soutenue par CLT (Compagnie Luxembourgeoise de Télévision) : 25 % ; Lyonnaise des Eaux (Jérôme Monod, ancien secrétaire général du RPR) : 25 % ; *Le Parisien Libéré* : 8,1 % ; Suez : 8,1 % ; etc. Longtemps la CNCL avait hésité. Jean Drucker avait un concurrent sérieux : Maurice Lévy, soutenu par le groupe Publicis de Bleustein-Blanchet. Maurice Lévy militait en faveur d'une chaîne musicale. Jean Drucker défendait le projet d'une chaîne généraliste. Finalement Durcker l'emporta sur Lévy.

Pour obtenir la 6, Jean Drucker s'était engagé à consacrer 30 % du temps d'antenne à la musique et à une « information souple ». En réalité M6 diffuse surtout des séries américaines (*Supercopter*, *Les Têtes brûlées*, *Equalizer*, *Drôles de Dames*, etc), des films et téléfilms américains, des feuilletons comiques bassement anti-allemand (*Papa Schultz*) — tout en étant favorable à Maastricht — peu d'œuvres originales, pratique-

ment pas de musique classique, deux fois six minutes d'infos par jour. On dit de M6 : « C'est la petite chaîne qui monte, qui monte. » Corrigeons : « C'est la petite chaîne qui monte tout en continuant de voler bas. Encore plus bas que les autres... »

## **DRUCKER Michel.**

Né le 12 septembre 1942 à Vire (Calvados), frère cadet de Jean, mais peu doué pour les études. L'école qu'il préféra fut l'école buissonnière. Ce qu'il regrettera amèrement plus tard : il aurait voulu être médecin comme son père et son troisième frère, Jacques, dont les travaux sur l'hépatite B furent remarqués par le professeur Bloomberg, prix Nobel de biologie. Si cancre qu'il fut, renvoyé d'une école l'autre, fugueur, Michel Drucker n'en a pas moins connu une réussite brillante. Grâce au sport. Journaliste sportif, formé par les meilleurs professeurs qu'il pouvait trouver : Zitrone, Couderc, Chapatte, Darget, Michel Drucker est devenu, à force d'angoisses, d'inquiétudes, de travail, de réflexion, d'observation, d'organisation, un grand professionnel de la télévision. La manière dont il conduit ses grands spectacles de variétés (hier *Champs-Élysées*, aujourd'hui *Stars 90*) fait l'admiration des techniciens. Alors qu'il appartenait encore au Service Public (Antenne 2), il fut le seul à être autorisé à créer sa propre maison de production en 1983, deux ans avant que Jean ne devienne le président de la chaîne. C'est la *Darry Michel Drucker* qui fournit à Antenne 2 *Les chiffres et les lettres*, à Canal + *Les Nuls*, à TF1 *Stars 90*, sans parler des films d'entreprise et de publicité. En 1990, le chiffre d'affaires de *DMD* était de 60 millions. Elle employait vingt collaborateurs et employés qui, tous, chantent les mérites de leur patron, toujours empressé, poli et prévenant.

« Michel Drucker est tellement gentil que, quand vous lui foutez un coup de pied au cul, il vous demande si vous ne

vous êtes pas fait mal », a déclaré un jour Patrick Sébastien en scène. Pourtant cette gentillesse a des limites. Elle s'arrête aux frontières de notre famille. Michel Drucker dit en effet :

On peut voter à droite et être de gauche, l'inverse aussi est vrai. Mais [...] il y a autre chose que je peux vous dire : c'est que je méprise Le Pen et tous ceux qui votent pour lui (*Echo de la Presse et de la Publicité*, 22 septembre 1987).

Personne n'est parfait. Il vaut mieux être prévenu.

## **DUHAMEL Alain.**

Né le 31 mars 1940 à Caen (Calvados). Père médecin. Bonnes études. Sciences Po. Rate l'ENA. Journaliste : au *Monde*, à *Témoignage chrétien*, à *l'Express*, à *Rhône-Alpes*, à *Nice-Matin*, au *Parisien Libéré*, aux *Dernières Nouvelles d'Alsace*, à *l'Information Juive*, à *l'Express*, au *Point*, à Europe 1, à Antenne 2 (maintenant France 2), professeur à Sciences Po. « Le commentateur le plus influent de la presse et de la radio (sondages Ipsos, mars 1991) ».

Le premier collaborateur de M. de Virieu à *l'Heure de vérité* se présente comme étant « de la droite libérale sans casaque ». Ce n'est pas l'impression qu'il me donne. A le suivre, depuis longtemps, dans ses exercices divers, je le trouve plutôt mendésiste, sectaire, et portant la casaque du pseudo-antiracisme frappé de la cocarde : « Touche pas à mon pote. »

Journaliste-interviewer dans une chaîne d'Etat, payée par les contribuables, sa première qualité, et la première exigence que l'on doit attendre de lui, c'est l'impartialité. Or Alain Duhamel est d'une partialité écœurante en ce qui concerne Le Pen. Pour lui, il y a d'un côté les hommes politiques et de l'autre Le Pen. Avec les hommes politiques il discute, il

bavarde, il écoute, il place quelques banderilles, il échange quelques plaisanteries, il réfute, tout se passe en famille, il comprend, parfois il montre même de la *complaisance*. C'est le mot que Philippe Robrieux emploie pour qualifier l'attitude d'Alain Duhamel devant Georges Marchais. Robrieux est l'auteur d'une monumentale *Histoire intérieure du Parti communiste français* en quatre tomes (qui mériterait bien un cinquième). Dans *La Secte*, il écrit :

Un bon exemple de complaisance est fourni par Alain Duhamel. S'agit-il de rendre compte de la prestation de Georges Marchais à « l'Heure de vérité » du mois d'avril 1984, il verse une fois de plus (article du *Quotidien de Paris*, 4 avril 1984) dans l'éloge le plus outrancier. Pour lui, en effet, le secrétaire général du PC est « certainement sincère » quand il dit souhaiter que les socialistes reviennent à leur politique et à leurs engagements de 1981. Oublieux de la Bérézina d'avril 1981, ce spécialiste des élections affirme que le secrétaire général du PCF « est un grand professionnel de l'audiovisuel ». Comme cela ne suffit pas encore, il précise que Georges Marchais « est le seul capable avec Reagan de faire passer un message quel que soit le contenu de ce message ». Il a oublié que Marchais est tombé à la suite d'une campagne électorale, outrancièrement personnalisée, de 21,36 % à 15,3 % des suffrages, tandis que Ronald Reagan, lui, a gagné les élections présidentielles [...].

Jamais Jean-Marie Le Pen n'a bénéficié d'une pareille... « complaisance », lui qui est monté de 4 à 15 %.

Robrieux va plus loin et fait plus mal encore. Il rappelle le soir du 9 mars 1980, quand Georges Marchais

était venu bafouiller et s'empêtrer dans les contradictions les plus invraisemblables, pour tenter d'escamoter son passé de travailleur volontaire en Allemagne devant le *Club de la Presse* d'Europe 1 qu'Alain Duhamel animait alors. Alain Duhamel s'était bien gardé de formuler la moindre question un tant soit peu précise, c'est-à-dire un tant soit peu gênante, et il avait contribué à ce que le débat sur le passé allemand ne s'éternise pas. En procédant ainsi, il persistait à se situer dans la ligne de cette histoire du parti communiste si **complaisante**

pour le PCF de Jacques Fauvet à laquelle il avait collaboré activement (*La Secte*, Stock, 1985, pp. 222, 223, 224).

Cette **complaisance**, on la chercherait vainement dans les rapports d'Alain Duhamel avec Jean-Marie Le Pen. Le Pen n'a pourtant jamais été travailleur volontaire au service de l'industrie de guerre de l'Allemagne nationale-socialiste, comme le fut Marchais, à partir de 1942. Le Pen n'a jamais été le fonctionnaire d'une internationale révolutionnaire et terroriste, au service d'une nation étrangère : l'Union soviétique, comme le fut Georges Marchais durant des décennies. Le Pen n'a jamais passé des vacances de milliardaire aux frais d'une dictature comme l'Empire du Goulag, ce qui fut le cas du camarade Marchais, à de nombreuses reprises, tant en Bulgarie qu'en URSS. Pourtant le seul ennemi du libéral Alain Duhamel qui prétend traiter sur le même pied ses interlocuteurs de *l'Heure de vérité*, c'est Le Pen.

Avant la dernière élection présidentielle, Alain Duhamel publia un livre sur les candidats dont le chapitre IX s'intitulait *Jean-Marie Le Pen, ou Goliath*. Pourquoi Goliath ? Alain Duhamel commence à parler du « *talent équivoque* » de Le Pen. Il jouerait le « *rôle du démagogue* ».

Il en possède tous les signes, il en détient tous les talents, il en concentre tous les vices [...] Il est le sosie [...] le double contemporain [de] ces meneurs qui, dans la démocratie grecque, flattaient les instincts les plus vils des gens simples, pour se hisser au pouvoir. Ce qui nécessite de singulières qualités mais de ténébreux défauts.

Le Pen, c'est encore « l'histriion », « le capitaine Fracasse » aux « préjugés préhistoriques ». Mais surtout c'est Goliath.

Le géant Goliath, champion des Philistins et terreur des Hébreux jusqu'à ce que le jeune David l'abatte d'une fronde bien ajustée (*Le Cinquième Candidat*. Gallimard).

On appréciera la perfide saloperie de ce texte. Le professeur à Sciences Po s'est vraiment surpassé. Goliath avait défié l'armée d'Israël. Le Pen, que je sache, n'a jamais eu cette

prétention. L'armée qu'il a non défiée, mais affrontée, c'est l'armée arabe, à Suez et en Algérie. Pourtant si, attachant du crédit à la parole du commentateur le plus influent de la presse, de la radio et de la télévision, un jeune Hébreu abat le nouveau Goliath, lui coupe la tête et apporte celle-ci, donc celle de Jean-Marie Le Pen, au descendant du roi Saül, comme il est dit dans le Livre des Rois, Alain Duhamel sera responsable de cet exploit, qui ne serait pas celui d'un membre de la droite libérale et sans casaque.

## DURAND Guillaume, *Marie*.

Né le 23 septembre 1952 à Boulogne (Seine) de Lucien, marchand de tableaux et de Mme née Nicole Luce, marchande de tableaux elle aussi. Janson de Sailly. Sorbonne. Maîtrise d'histoire et de géo (spécialités : le Moyen Age, le XIX<sup>e</sup> siècle et l'art moderne). Entre à Europe grâce à son beau-père, M. Domange (1978). Une des vedettes de la 5 depuis 1987 jusqu'à la fin. (Journal de 20 heures, *Les Absents ont toujours tort*). Lors du naufrage de la chaîne, Durand ne participe pas aux combats d'arrière-garde de Jean-Claude Bourret. Il passe à TF1, où il est accueilli par des mouvements divers en raison de son caractère, de ses ambitions et des avantages financiers qui lui avaient été consentis. (Sur la 5, il gagnait 162 400 francs par mois.) En octobre 1992, il lance deux émissions-spectacle : *Toute la ville en parle* (un show copié sur l'émission allemande Watten Das), et *Durand la nuit*. En 1986, toujours péremptoire et définitif, il avait déclaré au *Parisien Libéré* : « *Je n'ai aucune envie de devenir animateur de télé. Le show-biz et les gens qui le hantent m'emmerdent. Ma vie, c'est l'information, c'est Europe !.* »

Dans un visage un peu gras, le regard est froid et dur, presque méchant. La bouche se veut dédaigneuse et le menton volontaire. Vêtu de veston de prix sur des jeans délavés et



des baskets qui en ont vu des dures, il cultive la démarche souple des sportifs. C'est d'ailleurs un bon joueur de tennis (classé 15/5). Intelligent, cultivé (pour la télévision), prétentieux, autoritaire, rien n'abat sa superbe et la confiance qu'il a en ses supériorités et son assurance. « Je n'ai jamais eu le trac », dit-il. En août 1988, Pauline Lafont, fille de la comédienne Bernadette Lafont, elle-même actrice, disparaît dans un village de Provence où sa famille possède une maison. Le 2 septembre, au journal de 20 heures, Guillaume Durand annonce : « *Pauline s'est mise au vert. Elle réapparaîtra dans quelques semaines.* » La rédaction de la 5 détient « *la preuve qu'elle est vivante* ». Le 21 novembre, le cadavre de Pauline Lafont est découvert dans une crevasse. Cela ne rabaisse pas pour autant le caquet du Sherlock Holmes de la chaîne. Il pirouette à l'antenne et passe à d'autres sujets avec la même autorité, en vertu du merveilleux adage des commentateurs engagés : « *Je n'en sais rien, mais j'en suis sûr.* »

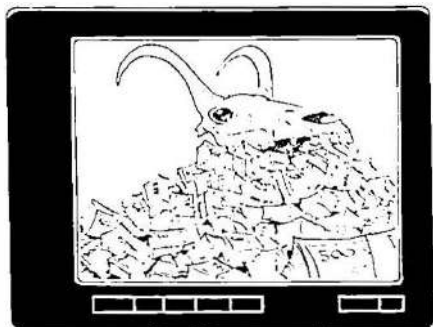
Guillaume le conquérant de l'inutile fut un de ceux qui montèrent avec le plus de brio la fable du charnier découvert à Timisoara. Au lieu de s'en excuser, il attaqua ceux qui le critiquaient :

Je vois monter un axe qui va de Pauwels à Kahn en passant par Ockrent. Ce sont des éditorialistes assis dans leurs fauteuils qui disent, deux mois après : le spectacle était-il de bon goût ? [...] S'ils cherchent la bagarre, ils vont l'avoir. J'en ai ras le bol de me faire sermonner par des gens dont le dernier reportage remonte à Mathusalem (*Événement du Jeudi*, 15 mars 1990. Propos recueillis par Yann Plougastel [sic]).

Guillaume Durand s'annonce comme « non croyant politique ». Henri Weber (juif d'origine polonaise, fondateur avec Krivine de la Ligue communiste, aujourd'hui conseiller de Fabius), qui le connaît bien et l'apprécie, le présente comme un « *vrai libéral libertaire (Express, 5 mai 1989).* »

Son libéralisme a des limites. Son goût des libertés aussi. En septembre 1989, il animait une « grande soirée mystérieuse », celle des *Globe's boys* (à l'occasion d'un numéro de *Globe* que Georges-Marc Benamou avait consacré à Batman) et, l'an dernier, Guillaume Durand confiait au *Monde* :

Couvrir les élections me pose un problème car je supporte mal le Front national (1<sup>er</sup> mai 1992).



## FOUCAULT Jean-Pierre.

Né à Marseille, le 23 novembre 1943. Son père y était importateur-exportateur de fruits et légumes. Il fut tué, d'une balle perdue, en 1962 à Alger où ses affaires l'appelaient. Jean-Pierre n'avait pas quinze ans. Trop jeune pour reprendre le négoce, il poursuit de médiocres études. Il a Jean-Claude Gaudin comme professeur dont il colle les affiches. C'est son seul engagement politique connu. Son seul diplôme sera celui de maître-nageur. Mais il ne rêve que de radio. Avec Topalof, il gagne un concours d'animateur et est engagé à Radio-Monte-Carlo. C'est le pied à l'étrier. Travailleur, précis, ponctuel, bien organisé, disponible, brave garçon, même si on l'appelle Jean-Pierre Faux-cul dans le show-biz où les esprits charitables sont encore moins nombreux qu'ailleurs, il va monter patiemment mais sûrement à l'échelle du succès, jusqu'à *Sacrée Soirée* qui fut, et est encore, une des locomotives de TF1.

Il fut question l'an dernier de l'arrêter. La disgrâce de Sabatier semble lui avoir donné un souffle nouveau. La

préparation demande plusieurs après-midi par semaine, ce qui oblige l'animateur à observer un emploi du temps de stakhanoviste. Lever 6 h 30. 7 h 30-11 h : Monte-Carlo où il anime *Sacrée Matinée* (chez Foucault l'imagination n'est pas au pouvoir). Midi : déjeuner sur le pouce à GLEM, la société de production dont il est l'associé minoritaire avec Gérard Louvin, majoritaire, l'ex-attaché de presse de Claude François. GLEM est chargée de toutes les émissions de Foucault : *Sacrée Soirée* (payée 2 300 000 francs par TF1), *En quête de vérité*, les *Walt Disney* du dimanche (avec Anne). Elle a fait 90 millions de chiffres d'affaires en 1990 et 6 millions de bénéfiques en 1989. La séance de travail (les fameuses surprises sont réglées par Catherine Marouani (voir ce nom) dure toute l'après-midi. Le choix des vedettes est très méticuleux. « Il faut qu'elles plaisent à ma fille, à ma mère, à ma tante et à mon neveu », dit Jean-Pierre Foucault. On peut donc l'inviter à télé-dîner. Il y a peu de chances que ça dérange. Mais à la longue on risque de s'ennuyer.

## HANIN Roger (*Lévy, dit*).

Né le 20 octobre 1925 à Alger. S'il changea son nom après 1942 en Algérie, pour ne pas être considéré comme juif, aujourd'hui Roger Hanin ne perd pas une occasion de proclamer ses origines : « *Mon vrai nom, c'est Lévy. Mon père s'appelait Joseph Lévy. Ma mère Victorine Hanin. A l'origine, c'était Ben Hanine.* » Ceux qui considèrent Roger Hanin comme un pied-noir se trompent. Un pied-noir, c'est l'enfant d'Européens né en Algérie. Comme Enrico Macias, Roger Lévy-Ben Hanine est un juif arabe. Du reste il déteste les pieds-noirs et le dit.

Il continue de se présenter ainsi : « *Je suis cent pour cent casher sur le plan génétique... Je suis fils de communiste et petit-fils de rabbin... Je me sens très juif (Actualité juive, 4 décembre 1987).* »

Roger Lévy-Ben Hanine quitte l'Algérie pour la métropole

après la guerre (1) Il veut devenir pharmacien, mais ne reprend pas son vrai nom.

C'est par hasard qu'il découvre le théâtre par la figuration. Il est un hallebardier, dans le *Procès de Jeanne d'Arc*, avec Ludmilla Pitoëff. Le sort en est jeté. Il « fera l'acteur ». Premier film en 1952 : *La même vert-de-gris*, de Bernard Borderie. En quinze ans, il en tournera cinquante-sept (!), dont un nombre important de navets. Quand il n'est pas très mauvais, on le considère en progrès. Il plastronne, il en installe, mais ne s'impose pas. « J'ai ramassé des bides retentissants », avoue-t-il. Ses *Gorilles* et ses *Tigres* sont consternants. Ce n'est qu'avec *Le Sucre* (1977), au cinéma, et, à la télévision, *Au bon beurre* (1980), que son succès se dessine. L'élection de Mitterrand, son beau-frère, à la Présidence de la République (1981) fait le reste.

Ancien membre des Jeunesses communistes, il adhère alors au PS. Il a été candidat socialiste à Asnières aux élections législatives de 1968 (battu). Il se retrouve secrétaire de la section spectacle. Ça aide. Le succès le gonfle. Il se prend pour le successeur de Raimu. Ou mieux (dit-il) d'Harry Baur. Et l'égal de Mitchum. Ajoutons que son épouse, Mme Gouze-Réнал, productrice de cinéma n'est pas pour rien dans cette heureuse carrière de comédien parvenu.

Roger Hanin n'a pas d'émission à lui, à la télévision. Mais il y est souvent, sous ses deux casquettes : celle du « beauf » du Président, chargé de la propagande rapprochée et de la publicité familiale, et celle de la vedette internationale : son dernier film (*Le Grand Pardon II*), sur la mafia sépharade, n'a-t-il pas été tourné à Miami ?

En outre ses films font l'objet de nombreuses rediffusions. Elles sont favorisées par son personnage. Proche de l'Elysée, lui qui se sent « *cashier à 100 % sur le plan génétique* » véhicule, dans la couleur et la faconde, le couplet antiraciste à la mode.

Enfin il est *Navarro*, une série choc de TF1, le commissaire rouleur et tchatcheur, si apprécié qu'il a pu faire augmenter ses cachets de 600 000 francs par épisode : de 300 000 il est passé à 900 000 francs. Ce qui ne l'empêche pas de déclarer, avec l'accent : « *Je mourrai pauvre !* »

Hanin venant donc souvent télé-dîner chez nous, il n'est pas inutile de savoir que cet histrion de bastringue, ce tartuffe gras, est essentiellement un esprit malhonnête.

J'apporterai trois preuves à cette accusation.

1. Au lycée Bugeaud d'Alger, Roger Lévy-Ben Hanine jouit d'une protection. C'est celle d'un professeur d'extrême droite, ami de Brasillach : Pierre Vincent. Hanin sait donc par expérience qu'il existe des êtres nobles, dignes de compassion, dans cette frange de l'opinion. Cela ne l'empêche pas, aujourd'hui, de participer au comité de patronage de la revue *Celsius*, spécialisée dans le fichage et la dénonciation des militants d'extrême droite (*Encyclopédie politique* d'Emmanuel Ratier, p. 330). Ni de retirer leur qualité de juifs aux membres du Comité des juifs français du Front national et de sommer « *Le Consistoire et le Grand Rabbin* » de prendre « *leurs responsabilités sur cette question scandaleuse* (A. J., 4 décembre 1983) ».

2. Roger Hanin, dans un entretien au mensuel *Globe*, raconte ceci :

Mon père était un communiste, un rouge, un « partageux » comme on les appelait... Un type magnifique, patriote, mutilé de guerre à 60 % (2). Il s'appelait Joseph Lévy. Il travaillait à la poste d'Aubervilliers. En 1939, à la déclaration de guerre, il nous a tous renvoyés en Algérie. Lui est resté en France occupée.

**Globe : Il n'avait pas peur des nazis ?**

**R.H. :** Non. Il est d'abord passé en zone libre, en 1940, puis il a préféré revenir à Aubervilliers, à cause de son travail. Le maire de l'époque, c'était Pierre Laval. Eh bien il respectait mon père parce que c'était un ancien combattant... Ét peu après il lui a même procuré des faux papiers sous le nom de Joseph Leroy (3).

**Globe : Comment votre père jugeait-il Pierre Laval à l'époque ?**

Avant tout comme un bon maire. Pierre Laval s'occupait de sa ville et connaissait bien les employés de la municipalité.

Lorsque Laval a donné à mon père ses faux papiers il lui a dit : « *Maintenant, le PC il vaut mieux éviter. Vous allez de la maison au travail et du travail à la maison.* » Mon père acquiesça, mais il n'a jamais accepté. Et il n'a jamais porté l'étoile jaune. Et puis le débarquement des Alliés en Algérie, puis en Normandie en 1944, tout était changé. Mon père est revenu au PC. Laval a été jugé. On connaît la suite... Des années après, j'ai raconté cette histoire à des amis et elle est revenue aux oreilles de Josée Laval qui a une passion pour son père. Or un jour nous nous sommes rencontrés par hasard. Je lui ai raconté l'histoire de nos pères et, pour finir, je lui ai dit « *merci* ». Elle était bouleversée. Je me suis penché vers elle et je lui ai soufflé : « *C'est une histoire merveilleuse puisque c'est l'histoire d'un père qui en a sauvé un autre qui était le mien* (Silence). (Globe, juillet 1991).

Comment peut-on raconter cette histoire édifiante qui prouve que la collaboration n'était pas ce que les Klarsfeld et les Lévy (Bernard-Henri) voudraient qu'elle ait été, et participer à cette mystification ?

M. Joseph Lévy se serait grandi en allant témoigner au procès Laval.

Roger Hanin se grandirait s'il se servait de tribunes d'une autre audience que celle de *Globe* pour crier aux contemporains de Vichy : Ne jugez pas trop vite et trop globalement.

S'il ne le fait pas, s'il ose traiter Le Pen de « sale nazi », c'est qu'il est intellectuellement malhonnête. Il sait qu'il ment.

3. Il sait aussi qu'il ment et qu'il triche quand il tourne *Train d'enfer*, d'après un fait divers survenu le 14 novembre 1983. Ce jour-là, dans le train Bordeaux-Vintimille, un Algérien de 26 ans est défenestré par trois abrutis, qui se rendaient à Aubagne. Ils voulaient entrer dans la Légion. L'un d'eux se nommait Elviro-Vidal (?). Il était d'origine juive — ce que tous les journaux turent sauf *Sud-Ouest*. Aucun d'entre eux n'avait manifesté d'opinions politiques ni de sentiment raciste. C'était avant tout des demeures analphabètes, pris de boisson qui plus est. Dans son film, Hanin se garde bien de l'indiquer. Il n'hésite pas à falsifier la réalité. Les candidats à la Légion étrangère ont été transformés en garagiste, kinésithérapeute et chômeur intellectuel. Ils appartiennent à un parti d'extrême

droite et naturellement néo-nazi. La caméra découvre des croix gammées et des exemplaires de *Mein Kampf*. Le crime est signé. C'est la bête immonde. Et qui est le représentant de la Bête immonde en France ? Le Pen, évidemment. CQFD. A Georges-Marc Benamou qui lui demandait :

**Vous pensez, comme vous le suggérez dans le film, que ce sont les responsables politiques qui attisent, même en diagonale, le racisme ?**

Hanin répondait :

Absolument. Le Pen par exemple. Et je n'ai pas peur de le dire (*VSD*, 27 décembre 1984).

Pour ce travail de falsification politique entrant dans la haine ordinaire contre le Front national et son président, Roger Hanin et Gouze-Rénal reçurent deux millions de francs d'avances d'Etat, qu'ils touchèrent grâce à une procédure allégée. Voilà comment il est, le commissaire Navarro !

(1) On peut se demander combien de temps Roger Lévy-Ben Hanine a vécu, vraiment, en Algérie. S'il est né à Alger, une partie de son enfance s'est passée dans la région parisienne (Aubervilliers) où ses parents travaillaient. Il ne l'a quittée qu'en 1939-1940, pour y revenir après 1945.

(2) Les lois dites raciales de Vichy ne s'appliquaient pourtant pas aux Juifs anciens combattants, ni à leur descendance, alors qu'Hanin prétend en avoir été victime (Voir *Un certain racisme juif*).

(3) Dans certains récits, Hanin dit Leconte.

## Fin du premier service

*Le second et dernier service paraîtra — si Dieu le veut — dans le courant de 1993. Il constituera le premier Cahier de la troisième série et on y trouvera, entre autres noms, ceux de : Patrick Le Lay, Guy Lux, Enrico Macias, Jacques Martin, Bruno Masure, Robert Namias, Christine Ockrent, Bernard Pivot, Patrick Poivre d'Arvor, Bernard Rapp, Jean Roucas, Albert du Roy, Patrick Sabatier, Claude Sérillon, Bernard Tapie, etc.*

### RECTIFICATIF

M. Henri Blanc, que je rencontre régulièrement aux déjeuners mensuels des Amis de Xavier Vallat, me prie de rectifier l'erreur suivante. C'est en qualité de délégué régional à la Propagande du Maréchal qu'il a reçu Philippe Henriot à Béziers et non parce qu'il était un des responsables de la Milice de l'Hérault, comme je l'avais écrit. « **Ce qui ne fut jamais le cas** », ajoute-t-il. La scène ne se déroula pas en 1944, mais en 1942. Philippe Henriot ne descendait pas d'un wagon de deuxième mais de troisième classe. Enfin, par extraordinaire, ce jour-là, il ne portait pas sa machine à écrire. Quatre erreurs en dix lignes, c'est quand même beaucoup. On ne vérifie jamais assez. Je prie M. Henri Blanc d'accepter mes excuses et mes remerciements. Ces précisions ne sont pas inutiles même si elles n'apportent pas grand-chose au récit.

---

LES PRESSES BRETONNES - SAINT-BRIEUC

N° d'impression : 2392

Dépôt légal : janvier 1993



François Brigneau

1939-1940

# L'année terrible



LE DERNIER ÉTÉ DE LA PAIX ★ LE PREMIER HIVER  
DE LA GUERRE ★ L'EXPLOSION DU PRINTEMPS ★  
★ L'ESPÉRANCE SUR LES RUINES ★

François Brigneau

# Quand les armes se sont tues...

*Rencontres et entretiens avec*

Léon Degrelle  
Otto Skorzeny  
Le colonel Rémy  
El Campesino  
Leni Riefenstahl  
Turco Westerling  
Arthur Koestler

PUBLICATIONS F.B.